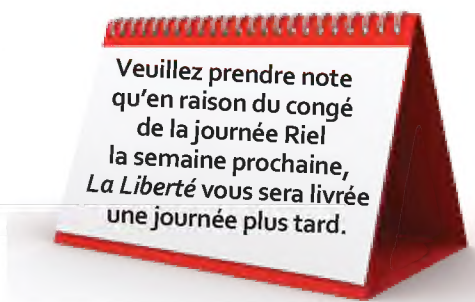


DEUXIÈME
CAFÉ CITOYEN

Venez prendre un café!

Rendez-vous le **23 février 2015** de **17 à 19 h**
dans les bureaux de *La Liberté* pour notre deuxième
café citoyen filmé.



CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 \$ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 101 N° 42 • 11 AU 17 FÉVRIER 2015
SAINT-BONIFACE

Les efforts ont payé!

Citation DE LA SEMAINE

« Pour se débarrasser du “problème des Indiens” c’est simple : il fallait se débarrasser des enfants. C’est peut-être une déclaration forte, mais c’est ce qui était caché derrière le système des écoles résidentielles. »

Theodore Fontaine est un survivant des écoles résidentielles. Il est venu partager son expérience à l’Université de Saint-Boniface le 27 janvier. | **Page A12.**

MENTION SPÉCIALE **BLUE RIBBON**
POUR LE JOURNAL DE L’ANNÉE AU



Le SOMMAIRE

Dans nos écoles	A16-A16
Emplois et avis	A18-A19
Petites annonces	A19
Jeux	B4
Nécrologies	B6



photo : Daniel Bahaud

C’est une victoire pour les francophones de Saint-Boniface! Le comptoir de Service Canada situé au Centre de services bilingues, rue des Meurons, qui devait fermer au printemps, restera finalement ouvert. Il est même possible que la Société franco-manitobaine (SFM) obtienne des heures d’ouverture plus grandes.

On se rappellera que les citoyens Bertrand Nayet (à gauche) et Charles Leblanc (à droite) avaient organisé une pétition réunissant plus de 800 signatures fin 2014 et l’avaient déposée au bureau de la députée fédérale de Saint-Boniface, Shelly Glover. La SFM menaçait aussi de poursuites judiciaires. Les efforts et la mobilisation ont payé. Les francophones pourront continuer de se prévaloir des services de l’agence fédérale. | **Page A5.**

LA CAISSE POUR

une retraite bien ancrée !

C’est le moment idéal de bien ancrer votre avenir financier. Consultez-nous dès aujourd’hui.

REER À TAUX FIXE
GARANTI

2,75 %
48 mois

Taux sujet à changer

Caisse
Groupe Financier

caisse.biz

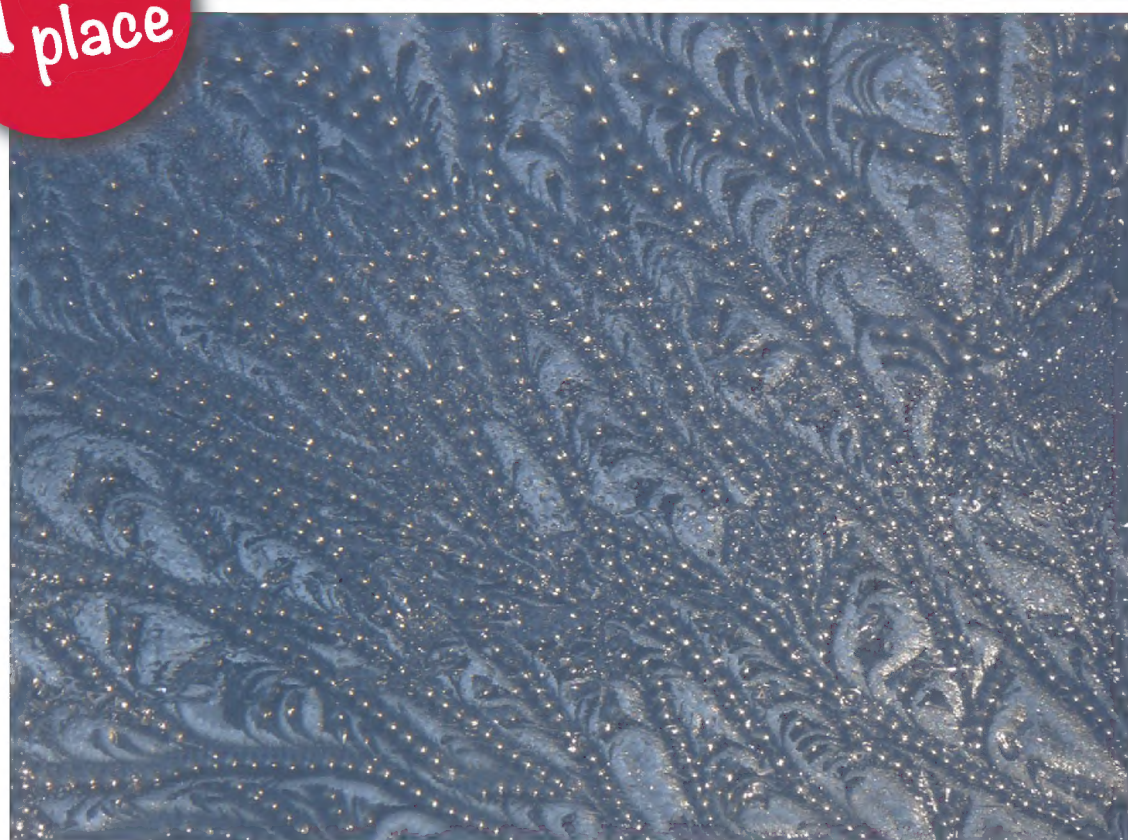


CONCOURS DE PHOTOS

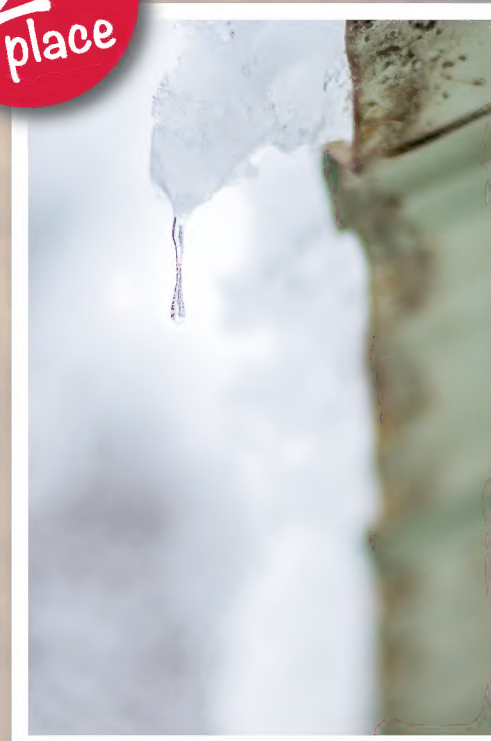
2015 LA LIBERTÉ

NOS GAGNANTS DU MOIS DE JANVIER

1^{re}
place



2^e
place



Première place :
Gabriel Desharnais

Deuxième place :
Jon Kornelsen

Troisième place :
Isabel Nayet

3^e
place



Vous êtes passionné(e) de photographie et vous aimez les défis? Le concours de photos 2015 de *La Liberté* est pour vous!

Chaque dernier lundi du mois, de janvier à juin 2015, envoyez-nous votre plus belle photo sur un thème donné (voir liste en bas de la page). Une sélection de photos de chaque thème sera publiée dans la deuxième édition du mois suivant et sur notre site Web. Et votre photo fera peut-être partie du calendrier 2016 de *La Liberté*!

Chaque mois, un jury nominera TROIS photos, qui seront qualifiées pour la grande finale, en juillet 2015. L'auteur(e) de la photo remportera un iPad! La photo gagnante sera annoncée et publiée dans le journal du 22 juillet!

Notre jury sera composé de :

- **Dan Harper**, photographe professionnel;
- **Julie Carl**, rédactrice en chef adjointe du *Winnipeg Free Press*;
- **Geneviève Pelletier**, directrice artistique du Cercle Molière.

À vos caméras, clic, partez!

Thèmes :

- Février : Rouge comme...
- Mars : De génération en génération
- Avril : Fruit ou légume?
- Mai : Semer à tout vent
- Juin : Ouvrons nos oreilles!

Règlements du concours :

- 1 photo par personne / thème, en format JPEG
- envoyez la photo **avant 16 h le dernier lundi du mois** à promotions@la-liberte.mb.ca

UN IPAD
À GAGNER!

VILLE DE WINNIPEG

Une présence accrue du français

Le conseiller municipal de Saint-Boniface, Mathieu Allard, estime qu'il peut améliorer les services en français à la Ville de Winnipeg malgré les budgets municipaux restreints.

Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

La langue française a été mise en valeur, le 28 janvier dernier, à la Ville de Winnipeg, alors que le conseiller municipal de Saint-Boniface, Mathieu Allard, s'est adressé au Conseil municipal dans la langue de Molière – un geste rendu possible grâce à un nouveau service de traduction simultanée. En effet,

le conseiller responsable des services en français à la Ville de Winnipeg estime qu'il y a lieu d'améliorer les services municipaux en français malgré le climat d'austérité actuel.

« Je m'exprime tout naturellement dans les deux langues, explique Mathieu Allard. J'aime donc avoir la possibilité de m'exprimer en français. Lorsque j'ai assisté à ma première rencontre au Conseil municipal, j'ai donc demandé au greffier s'il était possible d'obtenir de l'interprétation



Archives La Liberté

Le conseiller municipal de Saint-Boniface, Mathieu Allard, se réjouit de l'ouverture du maire de Winnipeg, Brian Bowman par rapport à l'amélioration des services en français à la Ville de Winnipeg.

simultanée, comme aux rencontres du Comité Riel, qui réunissent les quartiers de Saint-Boniface, de Saint-Vital et de Saint-Norbert. Puisque ce service est déjà en place au Comité Riel, il n'était pas difficile de l'obtenir pour les rencontres du Conseil municipal. »

La présence du français a été favorablement accueillie par le Conseil. En effet, le conseiller municipal de Saint-Vital, Brian

Mayes, a profité du service de traduction pour s'exprimer, lui aussi, en français. Pour sa part, le maire de Winnipeg, Brian Bowman, s'est dit heureux de voir s'exprimer les conseillers en français. « *It's nice to hear French spoken in this chamber* (C'est agréable d'entendre parler français au Conseil) », a-t-il déclaré lors de la rencontre. Le maire a par ailleurs profité de l'occasion pour indiquer qu'il voulait

que les communiqués de presse de la Ville de Winnipeg soient traduits plus rapidement, notamment lorsque le gouvernement doit émettre des avis importants aux résidents, comme c'était le cas en janvier lorsqu'il a fallu encourager les Winnipegois de faire bouillir leur eau face à la possibilité de la présence de la bactérie de l'e-coli dans le système d'eau potable.

« Les membres de la francophonie winnipegaise doivent être renseignés dans les plus brefs délais possibles », a-t-il soutenu.

Nouveau rapport

En effet, la Ville de Winnipeg est en pleine révision de ses services en français. « Mon groupe de travail revoit l'arrêté municipal sur les services en français à la Ville, explique Mathieu Allard. Nous voulons un service plus efficace, qui pourra mieux desservir la population de Saint-Boniface, de Saint-Vital et de Saint-Norbert tout en respectant les budgets plus restreints. Je crois qu'il est possible de réussir notre coup. Cela fait déjà plusieurs années qu'une telle révision des services n'a été faite. Nous examinons les services déjà en place, pour les améliorer, et nous explorons aussi la possibilité d'ajouter d'autres services. À n'offrir qu'un exemple, on peut songer aux médias sociaux, qui offrent toutes sortes de possibilités pour communiquer en français avec les résidents. »

Le rapport sur les services en français est censé être déposé au Conseil municipal au printemps.

 **Taylor McCaffrey srl**
Avocats et Notaires



Nous parlons votre langue.

Marc E. Marion

204.988.0398

mmarion@tmlawyers.com

John A. Myers

204.988.0308

jamyers@tmlawyers.com

Alain L.J. Laurencelle

204.988.0304

al@tmlawyers.com

Jeff Palamar

204.988.0364

jpalamar@tmlawyers.com

Services juridiques

- Affaires et corporations
- Achat et vente d'entreprises
- Achat et vente d'immeubles résidentiels et commerciaux
- Planification fiscale et successorale
- Testaments, successions et fiducies
- Litige général
- Propriété intellectuelle et technologies de l'information
- Travail et emploi
- Organismes de bienfaisance et sans but lucratif

9^e étage - 400, avenue Sainte-Mary
Winnipeg, Manitoba R3C 4K5

204.949.1312

www.tmlawyers.com



**CENTRE SCOLAIRE LÉO-RÉMILLARD**

1095 chemin Sainte-Anne Téléphone: 204-256-2831

vous invite aux:
Portes ouvertes
Le mardi 24 février
9 h – 12 h 30 visite du CSLR pour les élèves
19 h - portes ouvertes aux parents et élèves

Venez laisser vos traces
ainsi que découvrir:

- ✓ La programmation
- ✓ Le comité scolaire
- ✓ Les services et appuis aux élèves
- ✓ Les activités scolaires et parascolaires
- ✓ Le site web: <http://cslr.dsfm.mb.ca>

et rencontrer l'équipe



ON GAGNE
À LIRE

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

ÉCOLES RÉSIDENTIELLES

Témoin de la réconciliation

Un survivant des écoles résidentielles, Theodore Fontaine, est allé témoigner de son expérience à l'Université de Saint-Boniface le 27 janvier. La rencontre était organisée dans le cadre du projet réconciliACTION.

Camille GRIS ROY

presse1@la-liberte.mb.ca

À l'Université de Saint-Boniface (USB), la directrice du Service d'animation spirituelle (SAS) sœur Norma McDonald mène depuis 2011 le projet réconciliACTION, une initiative de partage et de réconciliation entre communautés autochtones et non-autochtones. Dans le cadre de ce projet, le SAS avait invité un « survivant » des pensionnats autochtones, Theodore (Ted) Fontaine, à venir témoigner de

son expérience à l'USB le 27 janvier.

« Le but était de sensibiliser les étudiants à propos du vécu dans les écoles résidentielles, en faisant appel à un vrai témoin, Ted Fontaine », indique sœur Norma McDonald. Une cinquantaine de personnes étaient présentes pour l'occasion.

Long chemin vers la réconciliation

Ted Fontaine a passé 12 ans dans les pensionnats autochtones au



photo : Camille Gris Roy

De gauche à droite : Ted Fontaine, son épouse Morgan, et sœur Norma McDonald, à l'Université de Saint-Boniface.

Manitoba, d'abord à Fort Alexander puis à Winnipeg, à l'école Assiniboia. Ce sont 12 années de sa jeunesse qui lui ont été volées, et qui auront eu de graves répercussions pour le reste de sa vie. « Je venais d'un cercle heureux, un cercle plein d'amour, de protection; tout ce dont un enfant a besoin. Dès le premier jour où je suis rentré au pensionnat autochtone, ça a été la fin de ma vie heureuse », confie-t-il.

La suite peut être difficile à entendre et Ted Fontaine la raconte avec émotion. Mais puisqu'il s'agit d'exposer quelque chose qui a été

« si bien caché », Ted Fontaine parle avec franchise, en toute vérité. « Un des sept enseignements traditionnels autochtones, c'est l'honnêteté. Tout ce que vous entendrez est vrai, prévient-il.

« Dans les pensionnats, il y a eu notamment les abus sexuels, les violences physiques, la faim, l'isolement – j'ai connu tout ça. Mais le plus dur, souligne Ted Fontaine, l'abus le plus grave, c'était l'aliénation, l'action de nous renier notre personnalité. Ils ont tenté de prendre ce qu'on était.

« Pour se débarrasser du "problème des Indiens", poursuit-il, c'est simple : il fallait se débarrasser des enfants. C'est peut-être une déclaration forte, mais c'est ce qui était caché derrière le système des écoles résidentielles. »

Ses 12 années passées dans les pensionnats ont fini par engendrer beaucoup de colère chez Ted Fontaine. La colère face à l'ampleur de ce qu'il avait vécu, et la colère de ne pas réussir à vivre une vie normale par la suite. « Quand tu es encore à l'école, tout le changement se fait sans que tu t'en rendes compte. C'est

après qu'on commence à mesurer les répercussions du pensionnat, révèle-t-il. À ce moment-là, beaucoup d'anciens élèves de ces écoles se sont suicidés. C'est très violent. »

Mais comme sœur Norma le rappelle, Ted Fontaine n'est pas qu'un « survivant », il est aussi un « vainqueur ». Pour lui, l'étape finale est celle de la réconciliation, qui a triomphé sur le reste. « J'ai finalement entrepris un processus de réconciliation avec ce qui m'était arrivé, et j'ai tenté de comprendre. »

Portée universelle

La professeure à l'Université de Winnipeg Karlee Sapoznik, qui enseigne un cours sur la mémoire et la réconciliation post-conflit, avait amené ses étudiants pour assister à la conférence. « Un des thèmes du cours c'est justement les écoles résidentielles, indique-t-elle. C'est important pour les élèves d'étudier la théorie mais aussi d'apprendre des témoignages, des expériences réelles des survivants de ces écoles, comme Ted Fontaine. Souvent quand on pense aux écoles résidentielles on pense aux statistiques, mais alors c'est beaucoup plus froid. Il faut se rappeler que chaque statistique représente une personne, et là on peut réaliser l'ampleur de cette injustice sociale. »

En règle générale, sœur Norma espère quant à elle que chaque personne présente à la conférence retiendra, à sa façon, le message de réconciliation de Ted Fontaine. « Il nous encourage à faire la même chose dans nos vies, et son témoignage nous touche de façon personnelle. Mon souhait est que chacun intègre son message, pour mieux se réconcilier avec soi-même et avec l'autre, peu importe les circonstances. »

BDC

L'entrepreneur d'abord

2015 PRIX JEUNE ENTREPRENEUR

GRAND PRIX

100 000 \$

POUR FAIRE CROÎTRE VOTRE ENTREPRISE

Vous avez entre 18 et 35 ans et vous voulez faire passer votre entreprise à un niveau supérieur?

INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 18 MARS

BDC.CA/PJE

Canada

Suivez-nous



Ajoutez le logiciel Gestionnaire de champs PRO à votre coffre à outils

Quand il s'agit d'organiser les données pour vos cultures et vos champs, simplifiez-vous la tâche en utilisant les bons outils! Grâce à Champs PRO Mobile, vous pouvez saisir des informations sur-le-champ et les synchroniser ensuite avec Gestionnaire de champs PRO ou Gestionnaire de champs PRO 360 installé sur votre ordinateur de bureau. Vous pouvez ainsi prendre des décisions éclairées en fonction du scénario le plus rentable. Renseignez-vous!

logicielsfac.ca/Gestionnairedechamps
1-877-926-0064

Financement agricole Canada Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

■ HISTOIRE

L’Holodomor : cacher ou révéler la vérité?

Le Musée canadien pour les droits de la personne a présenté, le 4 février, les résultats d’une nouvelle étude du professeur Jaroslaw Balan sur l’Holodomor. C’était l’occasion de mettre en lumière cette page noire de l’histoire ukrainienne.



Camille GRIS ROY

presse1@la-liberte.mb.ca

Le public canadien était au courant de l’Holodomor, le génocide qu’a connu l’Ukraine au début des années 1930. C’est du moins la conclusion que tire le chercheur à l’Institut canadien d’études ukrainiennes à l’Université d’Alberta, Jaroslaw

Balan, dans une toute nouvelle étude sur le rôle des médias canadiens pendant l’Holodomor. Le nombre d’articles sur l’Holodomor publiés dans les journaux canadiens à l’époque est une des preuves soutenant cette affirmation.

Son travail de recherche a été présenté pour la première fois le 4 février, à l’occasion d’un évènement public organisé au Musée canadien pour les droits de la personne (MCDP) de Winnipeg.



La directrice des communications et relations externes au MCDP, Angela Cassie et le chercheur Jaroslaw Balan.

Le pouvoir des mots

Entre 1932 et 1933 l’Ukraine, alors sous le régime de l’Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), a connu une période de grande famine qui aurait fait entre 3 et 5 millions de victimes. Si le caractère intentionnel de cette

famine a longtemps été débattu, en 2008 le gouvernement du Canada a, pour sa part, officiellement reconnu l’Holodomor comme génocide. Cette page de l’histoire ukrainienne a maintenant aussi sa place dans la galerie *Briser le silence* du MCDP.

L’évènement public du 4 février au MCDP était l’occasion de retracer les grandes lignes de l’Holodomor, en plus de présenter les résultats d’une nouvelle recherche sur la question. Les organisateurs du panel souhaitaient aussi, de façon plus large, faire réfléchir le public sur certaines questions essentielles : pourquoi, et comment, dans l’Histoire, a-t-on choisi de cacher la vérité sur certains génocides? Comment empêcher que de telles atrocités se reproduisent? Quel est le pouvoir, et la responsabilité, de la presse dans ces situations?

En réponse à ces questions, le chercheur-conservateur au MCDP Jeremy Maron a d’abord souligné l’importance de « parler haut et fort » pour briser le « silence, les injustices, le déni, les justifications » qui ont entouré des événements comme l’Holodomor.

Jaroslaw Balan a quant à lui rappelé le pouvoir que peuvent avoir les médias, tant pour exposer que pour dissimuler la vérité. « À l’époque de l’Holodomor, de très nombreux articles ont été publiés sur le sujet dans les journaux canadiens, a-t-il fait remarquer. Et pas des moindres : il y avait notamment des articles de une.

« Par exemple, poursuit-il, la journaliste Rhea Clyman, correspondante en URSS pour le *Toronto Telegram* et le *Daily Express*, a écrit autour de 21 textes à cette époque-là, à propos de la grande famine. »

Dans ces conditions, Jaroslaw Balan avance qu’il est impossible que les Canadiens, qui lisaient la presse, n’aient pas été au courant de la situation en Ukraine. Mais l’URSS finit par « acheter le silence » des journaux de l’époque, qui étouffent l’histoire pour satisfaire les intérêts commerciaux et agricoles de certains groupes. L’URSS expulse la journaliste Rhea Clyman du terrain. Et pour le public canadien, « c’était alors

comme regarder un train dérailler lentement », soutient Jaroslaw Balan.

Au-delà des galeries


Pour la directrice des communications et des relations externes au MCDP, Angela Cassie, les conférences comme celle du 4 février permettent d’aller plus loin et de poursuivre la discussion sur les thèmes déjà abordés dans les galeries du musée. « Oui d’un côté, on a des expositions, dit-elle. Mais la programmation publique comme celle du 4 février est un autre moyen de transmettre des idées, et en particulier de partager les nouveaux travaux de recherche. L’étude menée par Jaroslaw Balan est vraiment toute nouvelle, alors ce n’est pas encore le temps de la mettre sous forme d’exposition comme telle. Mais la conférence était une bonne façon, déjà, d’en parler. »

Pour l’évènement, le MCDP accueillait aussi, pour la deuxième fois, une « exposition itinérante », le temps d’une soirée, en provenance du Musée national commémorant l’Holodomor à Kiev, en Ukraine. « Cette exposition était présentée pour la première fois au Canada », annonce Angela Cassie.

La conférence du 4 février était aussi l’occasion de souligner le commencement d’une meilleure entente entre le MCDP et le Congrès des Ukrainiens-Canadiens. Avant l’ouverture du musée, le Conseil avait exprimé son inquiétude quant à la place qui serait réservée à l’Holodomor dans les galeries, et l’histoire avait lancé la controverse.


Mais la présidente du Congrès des Ukrainiens-Canadiens du Manitoba, Oksana Bondarchuk, a tenu à exprimer sa gratitude le soir du 4 février. « Merci d’avoir porté l’histoire de l’Holodomor à l’attention du public », a-t-elle déclaré.


« On s’est finalement chacun rendu compte qu’on avait un but commun, celui de l’éducation, ajoute Angela Cassie. Avec cet objectif de mieux éduquer le public par rapport à l’Holodomor, on a pu aller de l’avant et mieux se comprendre. » Pour finalement briser le silence.



Université de Saint-Boniface

Une éducation supérieure depuis 1818





APPEL DE CANDIDATURES

Professeure ou professeur de biologie

(Poste de remplacement à terme d'un an)

La Faculté des sciences de l'Université de Saint-Boniface est à la recherche d'un professeur ou d'une professeure pour remplacer un membre de la faculté en congé sabbatique.

Profil du poste :

Enseignement de cours universitaires de premier cycle :

- Biologie générale (1^{re} année);
- Génétique (avec laboratoires) (2^e année);
- Biologie moléculaire (3^e année);
- Génétique moléculaire des procaryotes (4^e année).

Exigences :

- Doctorat en biologie ou en génétique, ou en instance de soutenance de thèse;
- Une maîtrise, avec expérience en enseignement, sera considérée;
- Excellentes qualités démontrées en enseignement universitaire;
- Expérience en enseignement de laboratoire;
- Connaissances des mesures de sécurité dans un laboratoire de confinement de niveau 2;
- Bonne connaissance de la langue française;
- Être polyvalent.

Entrée en fonction :

le 1^{er} août 2015

Rémunération :

Selon la convention collective

Veuillez soumettre votre curriculum vitae, des copies de résultats d'évaluation d'enseignement (si disponibles), et demander à trois répondants de faire parvenir une lettre de recommandation au plus tard le vendredi 27 février 2015 à :

Monsieur François Gauvin, Ph.D., doyen par intérim
Faculté des arts et Faculté des sciences
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) CANADA R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210, poste 316 Télécopieur : 204-233-0217
fgauvin@ustboniface.ca
ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.



CAP SUR
Sainte-Agathe

En ce début d'année 2015, *La Liberté* souhaite mettre à l'honneur les citoyens de municipalités rurales francophones qui ont œuvré ou vécu toute une vie dans et pour leur village. Cette semaine... cap sur Sainte-Agathe!

par Daniel BAHUAUD

Une chanson d'antan

Agriculteur et entrepreneur, Emmanuel Courcelles est fier d'avoir passé sa vie à Sainte-Agathe, village qui a conservé son esprit communautaire malgré les changements économiques et l'inondation du siècle.

Tout récemment, Emmanuel Courcelles a croisé un philippin au bureau de poste de Sainte-Agathe. Le jeune homme s'était présenté à l'octogénaire, en lui indiquant qu'il venait d'emménager dans une des maisons de la rue Courcelles, dans le nouveau développement résidentiel de la section nord du village, et qu'il travaillait à Winnipeg.

« Il m'a demandé si j'avais toujours vécu à Sainte-Agathe, raconte Emmanuel Courcelles. Je lui ai répondu que oui, et que Courcelles, c'était moi, et que j'avais vu bien des changements à Sainte-Agathe au fil des années. »

En fait, Emmanuel Courcelles se souvient d'une époque « où Winnipeg n'était pas à la porte ». « Il fallait prendre le train pour se rendre en ville, explique l'agriculteur et commerçant à la retraite. Sainte-Agathe n'était pas une communauté dortoir, mais plutôt un village où les gens se côtoyaient plus, tout simplement parce qu'ils se déplaçaient moins. Même pour franchir la rivière Rouge, avant le début des années 1960, il fallait prendre le traversier. »

Résultat : les liens entre les gens étaient très serrés.

Une culture musicale

« On inventait notre propre *fun*, en jouant de la musique, déclare Emmanuel Courcelles. Mon père, Joseph-Aimé, jouait du violon. Mes frères, Albert, Edmond, Léo, Pierre et moi jouions tous des instruments. Personne n'avait suivi des cours; on a appris à jouer à l'oreille. On était quand même bons, et pendant de nombreuses années, on a fourni la musique pour bien des soirées dansantes, d'Emerson à Winnipeg. On jouait dans les salles communautaires et même dans des maisons. Avec les frères Courcelles, ça *swingait*! »

Et la famille était aussi en affaires. En 1961, les frères Courcelles ont acheté des terres agricoles, qu'ils ont cultivées jusqu'à la retraite. Et en 1965, ils ont acheté le commerce de machines agricoles d'Alec Lemoine. En fait, Les Frères Courcelles Brothers a été une entreprise phare de Sainte-Agathe jusqu'en 2005, année de la vente du commerce à Hemp Oil Canada.

« L'agriculture a beaucoup changé dans la région, souligne Emmanuel Courcelles. Il y a 60 ans, on apercevait des maisons à toutes les demi-sections de terre. Aujourd'hui, les fermes sont énormes, et souvent, les propriétaires sont des non



Emmanuel Courcelles, la guitare à la main : « On jouait dans les salles communautaires et même dans des maisons. Avec les frères Courcelles, ça *swingait*! »

résidents, qui louent leurs terres aux producteurs locaux.

« Et c'est si cher, poursuit-il. En 1961, nos terres nous ont coûté 60 \$ de l'acre. On trouvait ça coûteux, mais de nos jours, le prix d'un acre peut facilement dépasser les 4 000 \$. Il faut hériter d'une terre. Et les machines sont dispendieuses aussi. Une moissonneuse-batteuse peut coûter 300 000 \$, et plus. J'ai beaucoup aimé l'agriculture, mais je ne sais pas si je conseillerais ça à un jeune. »

Très francophone

« Sainte-Agathe était avant tout un village très francophone, au point où la plupart des résidents avaient de la difficulté à parler l'anglais, poursuit Emmanuel Courcelles. Durant les années 1940, j'ai fréquenté l'école Saint-Antoine, petite école de campagne située à l'est de la rivière Rouge. Nous étions 32 élèves de la 1^{re} à la 8^e année, et nous avions une seule enseignante. Et tout le monde apprenait le français, bien que l'enseignement de cette langue était illégal à l'époque. Même les Baldwin d'Otterburne et les Parker de Sainte-Agathe apprenaient le

français. Les anglophones du coin étaient plutôt sympathiques. »

Pour Emmanuel Courcelles, et bien d'autres résidents de Sainte-Agathe, l'évènement le plus marquant a été l'inondation du village, en 1997, lors de « l'inondation du siècle ». « L'ironie, c'est que Sainte-Agathe a été établie sur du terrain élevé, rappelle-t-il. L'eau est venue de l'Ouest, non pas de la rivière. En fait, je doute que le village aurait été aussi ravagé si nous n'avions pas établi une digue le long de la berge ouest de la rivière Rouge. Notre sous-sol a été inondé, et ça nous a pris six mois avant de pouvoir rentrer chez nous. J'ai fait rouler quatre ventilateurs sans arrêt au sous-sol pendant deux mois, question de tout sécher et d'éviter les champignons.

« Lorsque l'eau est descendue, la communauté s'est mise à nettoyer les dégâts, conclut-il. C'est là que beaucoup de changements ont eu lieu. Il n'y a plus de maisons à l'Est du chemin Pembina Trail. Après, on a construit une digue permanente, deux nouveaux développements résidentiels et une nouvelle école. C'est énorme, et preuve que les gens d'ici sont de vrais survivants qui ont conservé leur esprit communautaire. »

Comment FAC aide les producteurs à améliorer leurs compétences en gestion agricole

Plus de **100** villes et villages

11 000 participants

120 événements, séminaires et ateliers gratuits

Une très bonne année

Carrefour du savoir agricole

Encore une fois, FAC présente des conférenciers inspirants et d'éminents experts agricoles dans le cadre d'ateliers et de séminaires à l'échelle du pays. Ces événements sont offerts gratuitement à tous ceux qui se passionnent pour l'agriculture canadienne.

Trouvez un événement dont votre exploitation peut tirer parti et inscrivez-vous aujourd'hui.

fac.ca/evenements

Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie



CAP SUR Sainte-Agathe

par Daniel BAHUAUD

L'esprit communautaire

Thérèse Dorge a beau être à la retraite depuis 1997, elle arrive toujours à puiser dans son réservoir abondant d'énergie pour aider sa communauté.

Une présence incontournable à Sainte-Agathe, Thérèse Dorge incarne l'engagement communautaire. Enseignante à la retraite, et ancienne directrice d'école, elle donne de son temps et de son énergie à la communauté qui l'a vue naître, sans parler de la francophonie manitobaine, voire canadienne.

« C'est plus fort que moi, lance-t-elle d'entrée de jeu. J'ai beaucoup aimé l'enseignement et la direction d'école. J'aime être près des gens, des plus petits aux aînés. Et j'aime être en plein dans l'action, en faisant équipe avec d'autres qui sont tout aussi convaincus que moi de la beauté de notre village, et de l'importance de maintenir sa vitalité. »



Thérèse Dorge.

D'expert à expert

« Sur la ferme, nous sommes les experts. »

Sean Gorrell – Client de FAC

De plus en plus d'experts en agriculture au Canada choisissent de faire affaire avec FAC.

Ensemble, nous créerons un plan de financement qui vous convient. Nous prenons le temps d'en apprendre plus sur vous, sur votre exploitation et sur vos projets d'expansion. Si vous êtes prêt à passer à l'action, communiquez avec l'un de nos experts de l'agroindustrie.

fac.ca/expertAexpert
1-800-387-3232



Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

C'est en 1997, après 38 ans de travail dans les milieux scolaires que Thérèse Dorge a pris sa retraite. « C'était l'année de l'inondation du siècle, qui a ravagé le village, rappelle-t-elle. J'ai quitté la direction de l'école de Sainte-Agathe en juin, fatiguée mais heureuse, et surtout fière. Les enseignants, parents et élèves ont fait preuve d'une grande solidarité. Ensemble, on a déménagé l'école entière. On s'entraidait énormément. J'étais fière de notre communauté qui s'était ralliée pour surmonter la crise. »

En un certain sens, le *timing* de sa retraite n'aurait pas pu être plus parfait, puisqu'il y avait un village à rebâtir. « Je disposais du temps qu'il fallait pour contribuer », souligne-t-elle.

C'est ainsi que Thérèse Dorge est devenue présidente de la Corporation de développement communautaire (CDC) de Sainte-Agathe. « J'étais présente lors de l'élaboration des visions communautaires, qui ont permis la planification à long terme dans de nombreux villages francophones, explique-t-elle. L'initiative du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) a permis à

Sainte-Agathe de réfléchir à son avenir, et de passer rapidement à l'action. J'en ai rempli, des demandes de subventions lorsqu'on essayait d'établir le Parc industriel Riel et le Parc récréatif Cartier! »

En 2015, Thérèse Dorge est toujours active à la CDC de Sainte-Agathe, à titre d'agente de développement. Or elle est également présidente du Centre de bien-être francophone de Sainte-Agathe, pour Santé Sud. « J'aime appuyer la directrice du Centre, Lynne Robert, qui fait un excellent travail. Lorsqu'elle organise des activités, que ce soit pour le conditionnement physique, ou la santé mentale, je suis là pour l'aider. »

Thérèse Dorge fait également partie d'une table de concertation pour Santé Sud. « Je cherche toujours des façons de voir ce qui peut davantage être fait pour nos communautés francophones », souligne-t-elle. En fait, depuis 2005, elle est active à la Fédération des aînés francophones du Manitoba (FAFM). En 2007, elle a été élue présidente de l'organisme. « Au début, je ne voulais pas être présidente, confie-t-elle. Aujourd'hui, j'adore. Autant j'ai aimé appuyer les jeunes lorsque

j'étais enseignante, autant j'aime contribuer à la qualité de vie de nos aînés. Et je suis heureuse que mes fonctions m'aient également conduite à l'extérieur de la province, puisque je siège au conseil national de la Fédération des aînés et aînés francophones du Canada. »

Inlassable, Thérèse Dorge est aussi présente à la paroisse Sainte-Agathe, à titre de coanimatrice de la vie paroissiale, avec Suzanne Gagnon. « C'est une tâche énorme, confie-t-elle. Suzanne et moi, avec des équipes de gens très dévoués, nous nous occupons de la liturgie, du bulletin paroissial et de la préparation aux sacrements. Depuis quatre ans déjà, lorsque les jeunes reçoivent une formation avant de faire leur première communion, leur première réconciliation ou leur confirmation, je forme les parents, pour les aider à mieux préparer leur jeune. »

« Aider à la paroisse, c'est très agréable, poursuit-elle. Ce n'est jamais un fardeau. En fait, si je suis très engagée envers ma communauté, c'est que je suis issue d'une famille engagée, et très priante. Ma foi me nourrit. Ce que je fais, c'est en grande partie à cause d'elle. »

PUBLI-REPORTAGE



DANS NOS ÉCOLES

Chaque semaine, *Dans nos écoles* couvre ce qui s'est passé dans des écoles de la DSFM et annonce des événements à venir. Dans la nouvelle formule, les élèves livrent leurs commentaires sur des sujets variés. Les bons coups de nos élèves ont aussi leur plateforme. Restez informés, Suivez *Dans nos écoles*!

PETITES ÉCOLES

S'amuser en français

Les élèves de la 5^e à la 8^e année des sept petites écoles de la Division scolaire franco-manitobaine avaient rendez-vous dans le Whiteshell du 2 au 4 février pour « avoir du *fun* en français », explique l'élève de 11^e année à l'École Saint-Lazare, Julianna Moore. Membre de Jeunes manitobains des communautés associées (JMCA), elle faisait partie de l'équipe d'animation des ateliers du camp La GRIPPE.

La GRIPPE, c'est aussi pour créer des liens. « C'était difficile au tout début mais maintenant, je me suis fait beaucoup d'amis, se réjouit l'élève de 7^e année à l'École communautaire La Voie du Nord, Ryanne Parthenais. Ici, je me sens vraiment incluse dans la DSFM. » L'élève de 7^e année de l'École La Source, Grady Berkowski, qui en est à son deuxième camp La GRIPPE, confirme que « l'an dernier, on a réussi à garder contact pour plusieurs mois! »

photos : Camille Harper-Séguy



CITATION DE LA SEMAINE

Ryanne Parthenais, 7^e année, École communautaire La Voie du Nord

« C'était difficile au tout début mais maintenant, je me suis fait beaucoup d'amis. Ici à La GRIPPE, je me sens vraiment incluse dans la DSFM. »

À NOTER



ACTIVITÉS SCOLAIRES

La LISTE
Tournoi 10
9^e à 12^e, public
Le jeudi 12 février

Festival du Voyageur
Du 13 au 22 février

CONGÉS

Le lundi 16 février
Journée Louis-Riel
Congé pour tous les élèves

PUBLI-REPORTAGE



DANS NOS ÉCOLES

VOUS SOUHAITEZ SOUMETTRE
UN SUJET DE DISCUSSION? ÉCRIVEZ À
ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

ILS EN
PARLENT

LES VOYAGEURS

Le Festival du Voyageur est de retour! Tourtières et tire d'érable, cuillères et violons, belles barbes, capots et ceintures fléchées, au Parc du Voyageur et dans les relais, tout est bien là pour célébrer une fois encore, la 46e, la joie de vivre des Voyageurs d'antan! Mais au fait, qui étaient les Voyageurs?

Les élèves de la Division scolaire franco-manitobaine vous dressent le portrait des Voyageurs.



Katia St-Vincent, 9^e année,
Collège Louis-Riel

« C'étaient des gens qui faisaient des voyages en canot, souvent du Québec vers l'Ouest, pour faire la traite des fourrures. Parfois, ils venaient de l'Europe aussi. Les hommes portaient des pantalons avec des bretelles, et des chemises et des capots. Les femmes portaient des robes avec des capes et souvent des bonnets. Ils mangeaient de la soupe aux pois, de la bannock, de la tourtière, du pemmican ou du poisson. »



Taylor Manaire, 8^e année,
École Lagimodière

« Les Voyageurs, ce sont des gens braves qui voyagent autour du monde dans leur canot. Ils s'habillent en peaux d'animaux avec une ceinture fléchée et une chemise carreautee. Ils mangent de la viande de bison. Ils font du portage de canot et la chasse. Ils vivent dehors. »



Mérédith Fortin, 6^e année,
École Roméo-Dallaire

« Ce sont des Métis de l'ouest qui exploraient partout et transportaient des choses en canot pour faire du troc, comme des fourrures, des fusils, de la farine. Ils mangeaient du bannock et buvaient de l'eau. Ils s'habillaient en cuir et avaient une ceinture fléchée qui n'était pas juste une décoration, c'était aussi s'ils avaient mal au dos ou pour transporter quelqu'un de blessé sur leur dos. »

PETITES ÉCOLES

En avant la musique!

La quatrième édition du Festival musique jeunesse (FMJ) s'est déroulée pour la première fois dans le cadre d'un camp rassemblant les sept petites écoles de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), La GRIPPE. Les Écoles Jours de Plaine, La Source, communautaire Gilbert-Rosset et Saint-Lazare sont montées sur la scène.

« Quand j'ai fini et que je pouvais entendre les personnes applaudir pour moi, c'était comme un *rush* d'énergie, confie une chanteuse en 7^e année à l'École Saint-Lazare, Solange Simard. J'étais super excitée! »

Quelque 14 élèves de l'École Saint-Lazare ont participé au FMJ. Pour certains comme la chanteuse et guitariste de 11^e année, Julianna Moore, c'était même la quatrième participation.

« La première année était incroyable, donc j'ai toujours continué, explique-t-elle. C'est comme le vrai show, on pratique pendant deux jours et c'est le spectacle en avant de 200 personnes. Je suis très nerveuse chaque fois que je chante, mais c'est toujours le *fun* quand même! »

D'Annie Villeneuve à Gérard Jean, de Zaz à Calogero ou Marie-Mai, chaque école participante a interprété entre trois et cinq chansons de son choix, toutes en français.

« On a eu de la difficulté à choisir nos chansons au début, se souvient l'élève de 9^e année à l'École Saint-Lazare qui jouait du piano sur scène, Céleste Simard. On s'est chicanés, mais à la fin on a été d'accord. »

« On a passé une très bonne soirée, conclut la chanteuse et élève de 11^e année à l'École Saint-Lazare, Savannah Fafard. La musique, c'est notre force! »

Par ailleurs, pour la première fois, le FMJ était diffusé en direct sur l'Internet. Plus de 120 personnes ont suivi à distance les performances des jeunes talents de la DSFM!



photo : Camille Harper-Séguy

Des élèves de l'École La Source sont montés sur la scène du Festival musique jeunesse.



photo : Camille Harper-Séguy

Des élèves de l'école Jours de Plaine avaient aussi préparé des chansons pour le festival.

Avis aux parents de la DSFM : Afin d'être avisé des annulations de transport scolaire, des fermetures d'école ou des retards d'autobus, pour cause de situations d'urgence ou d'intempéries, abonnez-vous à Twitter (#DSFM_ALERT).



EMPLOIS ET AVIS

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

Emplois

et

Avis

chaque

semaine

Pour recruter

vos candidat(e)s

bilingues

contactez-nous

204 237-4823

Postes à combler

DIVISION • SCOLAIRE

FRANCO-MANITOBAINE

Enseignant(e)

Cours et niveaux variés

Contrat temporaire 100 %

Daniel Preteau, directeur

Centre scolaire Léo-Rémillard

Téléphone : (204) 256-2831

Date limite : le 18 février 2015



Pour de plus amples renseignements :
www.dsfr.mb.ca

Actionmarguerite

Service & Compassion

Adjoint(e) administratif(ive)

Temps plein

Joignez l'action!

Actionmarguerite est une corporation communautaire à but non lucratif qui offre des soins et des services aux aînés et aux personnes éprouvant des problèmes de santé complexes dans la région de Winnipeg. Nos 700 employés offrent des soins et des services à plus de 468 résidents requérant des soins prolongés, 48 clients semi-autonomes et à plus de 150 clients inscrits à un programme de jour pour personnes âgées.

L'adjoint(e) administratif(ive) est responsable d'accomplir les diverses fonctions reliées à la gestion de bureau. Il/Elle s'acquitte des fonctions administratives et de secrétariat complexes et de nature confidentielle pour supporter l'administration et l'équipe responsable pour les services de soutien. Le titulaire offre des services à tous nos sites et entente de services.

Qualifications :

- Habilitété de communiquer (verbal et écrit) dans les deux langues officielles (français et anglais) est requise;
- Certificat en administration des affaires et / ou une combinaison formelle d'éducation et de travail, préférablement dans le domaine de la santé;
- Minimum de deux (2) ans d'expérience en secrétariat;
- Maîtrise des logiciels MS Office et des compétences informatiques solides est nécessaire;
- Connaissance de domaine de la santé est un atout;
- Bonne compétence en résolution de problème;
- Facilité de communication et courtoisie (relations avec les résidents, le personnel et le public);
- Souci du détail et de la qualité du travail;
- Bonne gestion du temps et aptitudes à gérer plusieurs tâches simultanément pour rencontrer les échéanciers;
- Autonome, dynamique, professionnelle et responsable;
- Capacités manifeste à respecter et maintenir la confidentialité de l'information personnelle et médicale.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en confidence à
action@actionmarguerite.ca

Ou visitez notre site web à <http://www.actionmarguerite.ca/fr/careers/employment-opportunities/>

Nous remercions à l'avance toutes les personnes qui poseront leur candidature. Toutefois, nous ne communiquerons qu'avec celles qui seront convoquées à une entrevue. La personne retenue pour ce poste devra soumettre la copie originale d'une vérification judiciaire et la copie originale de votre certificat de vérification des mauvais traitements infligés aux adultes antécédents jugée satisfaisante par l'employeur.

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

ASSISTANT(E) COMPTABLE

La Liberté est à la recherche d'un(e) assistant(e) comptable, minimum trois jours par semaine, pour un contrat de six mois renouvelable.

Sous la responsabilité de la directrice générale, la personne choisie devra :

- gérer les comptes payables;
- gérer les comptes recevables;
- préparer les dépôts bancaires;
- faire la réconciliation mensuelle des comptes;
- gérer la base de données clients;
- réaliser toute autre tâche connexe à la demande de la direction.

Exigences :

- expérience en comptabilité et bonne connaissance du logiciel Sage (et Access serait un atout);
- grand souci du détail;
- travailler de façon autonome, savoir prendre des initiatives et sens développé de l'organisation;
- capacité de communication;
- excellent français écrit et parlé.

Lieu de l'emploi : Saint-Boniface (Manitoba)

Entrée en fonction : aussitôt que possible

Salaire : en fonction de l'échelle salariale en vigueur

Le journal offre un excellent régime d'assurance collective et une équipe dévouée et dynamique.

Faites parvenir votre candidature avec trois noms de références, au plus tard le 13 février 2015, à :

Lysiane Romain, directrice adjointe
Journal La Liberté
C.P. 190 Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204 237-4823
Courriel : promotions@la-liberte.mb.ca

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s en entrevue seront contacté(e)s.

Université de Saint-Boniface

Une éducation supérieure depuis 1818

2015

LES MEILLEURS EMPLOYEURS AU MANITOBA

APPEL DE CANDIDATURES

Chargé(e) de cours - Mathématiques

Chargé(e) de cours - Statistiques

La Faculté des sciences de l'Université de Saint-Boniface est à la recherche d'un chargé de cours ou d'une chargée de cours pour offrir les cours et le laboratoire suivants à la session d'intersession 2015 :

Mathématiques : MATH 0401 Habiletés mathématiques

Statistiques : STAT 1001 Analyse statistique de base I
STAT 1001L Labo - Analyse statistique de base I

Compétences requises :

- Diplôme universitaire (maîtrise ou doctorat) dans la discipline appropriée au cours à enseigner;
- Expérience en enseignement universitaire;
- Bonne connaissance de la langue française.

Entrée en fonction : mai 2015


Rémunération : selon la convention collective

Veuillez soumettre votre curriculum vitae au plus tard le vendredi 6 mars 2015 à :
Monsieur François Gauvin, Ph.D., doyen par intérim
Faculté des Arts et Faculté des sciences
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) CANADA R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210, poste 316 Télécopieur : 204-233-0217
fgauvin@ustboniface.ca
ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

Le seul hebdomadaire publié en français au Manitoba depuis 1913

À LOUER



Espace commercial situé au 421, chemin St. Mary's. (anciennement Sturgeon Tire)

Approximativement 3 322 pi².

Disponible à court ou long terme.

Espace total ou partiel.

Loyer entre 10 \$ et 14 \$/pi².

Négociable dépendant de l'entente.

Autres dépenses non comprises; taxes, services publics, etc.

Contactez Denis Rémillard
au 204-791-8834



Centre-Soleil Inc.

OFFRE D'EMPLOI

Le Centre-Soleil Inc., centre d'apprentissage et de garde d'enfants francophone, lance un appel de candidatures pour le poste suivant :

**éducateur(trice)/superviseur(e)
à temps plein débutant en mars 2015**

Salaire de départ de 19,67 \$ ou plus de l'heure, selon les qualifications et l'expérience.

Le/la candidat(e) idéal(e) devra faire preuve d'initiative, d'imagination et de débrouillardise, en plus de démontrer d'excellentes aptitudes pour le travail en équipe. Il/elle devra être organisé(e) et posséder de l'entregent ainsi qu'une aisance à communiquer en français.

La date d'échéance pour remettre votre curriculum vitae joint d'une lettre de candidature est **le 13 février 2015**. Prière d'inclure trois références.

Envoyez le tout à : centresoleil@dsfm.mb.ca



Actionmarguerite

Service & Compassion

Joignez l'action!

Chapelain
0,8 etp temps partiel

POSTULEZ EN LIGNE :
actionmarguerite.ca
Télécopieur: 204 233-6803

PETITES ANNONCES

DIVERS

AIDE À DOMICILE... HOMME À TOUT FAIRE : Passion - Respect - Travail bien fait! Pour vos travaux de tous genres. Entretien, réparation, rénovation, installations, assemblages et débarras. À VOTRE SERVICE, Pierre, 204 226-7957. 288-

À LOUER

271 RUE TRAVERSE : Appartement d'une chambre à coucher, libre le 1^{er} mars. 590 \$/mois. Eau et chauffage compris. Tél. : 204 782-1712. 289-



RECYCLEZ CE JOURNAL!



Les petites grenouilles

POSTE - Éducateur(trice) en jeune enfance

Niveau II ou III en jeune enfance est un atout

(Poste permanent, temps plein)

Qualités requises pour le poste :

- aimer travailler en équipe!
- avoir une attitude positive et ouverte!
- aimer jouer avec les enfants et les soutenir dans leur développement!
- capable d'interagir avec les familles du centre!
- vouloir apprendre davantage!

Salaire : selon l'expérience et l'échelle établie par le centre.

Entrée en fonction : dès que possible


Date limite pour candidature : le 27 février 2015.

Vous devez acheminer votre curriculum vitae à :

Chantal Tackaberry, directrice générale
C.P. 156, 377, rue Sabourin, St-Pierre-Jolys (Manitoba) R2H 0X9
cenpg@mts.net

Nous vous remercions de votre intérêt et désirons vous aviser que nous n'entrerons en communication qu'avec les candidates et candidats sélectionnés pour une entrevue.

Seulement à 30 minutes de Winnipeg!



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Catalogueuse / bibliothécaire de système informatisé

Type d'emploi : Poste permanent à temps plein
Ministère : Éducation et Enseignement supérieur, Bureau de l'éducation française
Numéro de l'annonce : 29709
Date de clôture : le 27 février 2015
Échelle de salaire : 52 049 \$ à 63 794 \$

La Direction des ressources éducatives françaises (DREF) est un centre de ressources éducatives unique au Manitoba. Elle fournit des ressources physiques et numériques, ainsi que des services d'information et de bibliothèque, au personnel enseignant des niveaux de la maternelle à la 12^e année dans les écoles françaises et d'immersion française, ainsi que les écoles anglaises où l'on enseigne le programme de French. En plus, la DREF appui le développement et la production des examens provinciaux, ainsi que la production de ressources éducatives non disponibles sur le marché.

La personne retenue doit :

- Posséder une maîtrise en bibliothéconomie et en sciences de l'information
- Avoir de l'expérience en catalogage
- Pouvoir travailler en équipe et coordonner les tâches d'une petite équipe
- Avoir de l'expérience en soutien des opérations courantes du catalogue/ SIGB et d'en coordonner le contenu avec celui du portail
- Pouvoir aider à résoudre les problèmes de fonctionnement liées aux logiciels
- Posséder une maîtrise du français parlé et écrit

Vous devez visiter le site web (www.manitoba.ca/govjobs/index.fr.html) pour connaître la liste complète des qualifications, tâches et conditions d'emploi.

Présentez votre demande à l'adresse suivante :

Numéro de l'annonce : 29709
Commission de la fonction publique
Gestion des ressources humaines
305, Broadway - bureau 300
Winnipeg (Manitoba), R3C 3J7
Télécopieur : (204) 948-2193
Courriel : govjobs@gov.mb.ca


Votre lettre d'accompagnement, votre curriculum vitae et/ou votre formulaire de candidature doivent clairement démontrer comment vous répondez aux critères du poste.

Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous les informons que nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera étudiée plus en détail.

On tiendra compte du programme d'équité en matière d'emploi dans le processus de sélection. On encourage les candidat(e)s à indiquer sur la lettre d'accompagnement ou sur leur curriculum vitae s'ils (si elles) font partie d'un des groupes suivantes: les femmes, les autochtones, les minorités visibles et les personnes handicapées.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton << Emploi >> sur le site manitoba.ca.

Personnes. Mission. Progrès.





PRODUCTIONS RIVARD

sont à la recherche d'un(e) :

ASSISTANT(E) COMPTABLE OU COMMIS COMPTABLE

Responsabilités :

- administration des comptes à payer incluant l'émission de chèques;
- administration des comptes recevables;
- application de paiements dans le système;
- préparation de dépôts bancaires;
- réconciliation mensuelle des comptes;
- déduction à la source; rapport bancaires, rapports TPS.

Exigences :

- expérience en comptabilité et bonne connaissance de Simple comptable un atout;
- être organisé, capable de gérer plusieurs tâches tout en maintenant la précision et le souci du détail;
- être prêt à aider en tout temps, tout en ayant ses propres responsabilités;
- de fortes compétences en Excel, Word et Outlook;
- avoir de bonnes capacités de communication;
- être parfaitement bilingue;
- 25 à 30 heures par semaine flexibles;
- poste partagé est possible.

Date d'entrée en fonction : aussitôt que possible

Faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante, **le 13 février 2015** au plus tard : mtherrien@rivard.tv

Seules les personnes convoquées en entrevue seront contactées.

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié
le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190
420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi

LE JOURNAL

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Rédactrice adjointe :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca
Journalistes :
Wilgis AGOSSA
presse3@la-liberte.mb.ca
Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca
Camille GRIS ROY
presse1@la-liberte.mb.ca
Chef de la production :
Véronique TOGNERI
production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction
Facturation/Abonnement :
Roxanne BOUCHARD
administration@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste :
Cayouche (Réal BÉRARD)

LA LIBERTÉ RÉD

La Liberté Réd
est un département
de services en rédaction, graphisme,
marketing, communication
et production vidéo.

Coordonnatrice :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca
Publi-reporters :
Camille HARPER-SÉGUY
presse2@la-liberte.mb.ca
Marouane REFAK (vidéos)
presse6@la-liberte.mb.ca

Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. L'heure de tombée pour les lettres à la rédaction est le vendredi 12 h pour une possible parution le mercredi de la semaine suivante.

Veuillez noter que les chroniques publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteurs et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le **mercredi 16 h** pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 \$
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 \$ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 \$ • **Outre-mer** : 247 \$

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

APF Association de la presse francophone

Fondation Donatien Frenmont

RÉSEAU SÉLECT

CMCA AUDITED

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. »



Programme d'assurance des prix du bétail dans l'Ouest


Volatilité du marché. Variabilité des prix. Vous êtes *assurés*.

Une assurance des prix pour les bovins gras, les bovins d'engraissement, les veaux et les porcs est offerte. Pour souscrire à cette assurance, communiquez dès aujourd'hui avec le bureau de la Société des services agricoles du Manitoba de votre région.

Des contrats d'assurance sont proposés toute l'année pour les bovins gras, les bovins d'engraissement et les porcs. Le 28 mai 2015 est la date limite pour contracter une assurance pour les veaux (règlement à l'automne 2015).


Centre d'appels : 1 844 782-5747 www.WLPIR.ca (en anglais seulement)






Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture and Agri-Food Canada





Cavaliers de pâturages

Programme des pâturages communautaires d'AAC

Nous anticipons la dotation de postes saisonniers à plusieurs endroits en Saskatchewan et au Manitoba.

Les cavaliers de pâturage sont chargés de surveiller et de traiter les bovins, de les déplacer à cheval, de surveiller les conditions du pâturage et les réserves d'eau et de réparer les clôtures.

Le salaire de base des candidats retenus sera de 21,87 \$/heure (en vertu de la convention collective du groupe Services de l'exploitation conclue entre le Secrétariat du Conseil du Trésor et l'Alliance de la fonction publique du Canada, et d'autres avantages sociaux de la fonction publique). Les candidats retenus seront également admissibles à une indemnité de cheval allant jusqu'à 1 750 \$ par année. Le calcul de cette indemnité est fondé sur 135 jours de travail.

Pour que leur candidature soit retenue, les candidats doivent :

- **maîtriser l'anglais;**
- **avoir l'expérience de la surveillance et du traitement des bovins ainsi que des déplacements de troupeaux à cheval; et**
- **fournir au moins deux chevaux de travail en pleine santé, fiables et entraînés ainsi que l'équipement et le harnachement.**

Pour de plus amples renseignements au sujet des postes à doter, veuillez communiquer avec :
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), Direction générale des programmes,
Programme des pâturages communautaires, au 306-523-6642.

Un bassin permanent de candidats sera créé à partir des curriculum vitae reçus pour la saison 2015. Les personnes intéressées doivent envoyer leur curriculum vitae par courrier, par télécopieur ou par courriel à :

AAC – Direction générale des programmes, 300-2010, 12^e Avenue, Regina (Saskatchewan) S4P 0M3
À l'attention de : Programme des pâturages communautaires
Télécopieur : 306-780-7166 Courriel : paturages.communautaires@agr.gc.ca

Les demandes reçues avant le 3 mars 2015 seront traitées en priorité pour la saison 2015. Admissibilité : Sont admissibles les personnes qui résident au Canada et les citoyens canadiens qui demeurent à l'étranger.

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettront leur candidature, mais nous ne communiquerons qu'avec les personnes retenues pour la prochaine étape de sélection. La fonction publique du Canada s'engage à respecter les objectifs d'équité en matière d'emploi. La préférence sera accordée aux citoyens canadiens et citoyennes canadiennes. Veuillez vous assurer d'indiquer dans votre demande d'emploi le statut vous donnant droit de travailler au Canada : la citoyenneté canadienne, le statut de résident permanent et résidente permanente ou un permis de travail. La fonction publique du Canada s'est aussi engagée à instaurer des processus de sélection et un milieu de travail inclusifs et exempts d'obstacles. Si l'on communique avec vous au sujet d'une possibilité d'emploi ou pour des examens, vous devez nous informer des mesures d'adaptation qui doivent être prises pour vous permettre de subir une évaluation juste et équitable.

À VOTRE SERVICE

SERVICES

Vous n'avez pas à payer un prix élevé pour un service de

qualité SUPÉRIEURE

Il pourrait même vous être offert à un coût inférieur. Comparez. Communiquez avec nous dès aujourd'hui.

 **SALON MORTUAIRE DESJARDINS FUNERAL CHAPEL**

(204) 233-4949
Sans frais : 1 888 233-4949
357, rue Des Meurons, Saint-Boniface

100 ANS

Brunet Monuments Inc.

4e Génération

La famille Brunet célèbre 100 ans et est fière d'avoir la 4e génération avec l'équipe.

www.brunetmonuments.com
405, rue BERTRAND
St-Boniface, Manitoba
233-7864
Sans frais: 1(888)733-3323

 **Patrick Biaya**

GOOD SEED | BONNE SEMENCE
7, Tudor Crescent
Winnipeg (Manitoba) R2K 2A5
204 583-8833 ou 204 590-9692
info@worldmissiongoodseed.org

Cet espace est à votre disposition!

Informez-vous en composant le 204 237-4823

L'AGENT IMMOBILIER DES FRANCO-MANITOBAINS

DANIEL VERMETTE

Vente de propriétés **SERVICES EN FRANÇAIS** 255-4204

www.danvermette.com

AFM PLOMBERIE CHAUFFAGE

Résidentiel et commercial
(204) 231-4664
afm@mts.net
www.afmplumbingheating.com

GUY VINCENT TAEKWONDO

Programmes hommes · femmes et enfants

487-3687
Courriel : guytkd@shaw.ca

Confiance · Intégrité · Modestie · Contrôle de soi

www.vincentmartialarts.ca

Nicole Landry-Milner

204-255-4204
Service Bilingue

www.nicolemilner.com

Cet espace est à votre disposition!

Informez-vous en composant le 204 237-4823

RENÉE ROBIDOUX KAPITOLER
B.Comm.(Hons.)
Agente immobilière
451-5000
renee.robidoux@gmail.com

ROGER ROBIDOUX
B.A.
Courtier
981-8159

ROBIDOUX
REAL ESTATE & CONSULTING SERVICES

Dianne BOURBONNAIS

204 941-3213

Service bilingue
bourbonp@mts.net

Darren, agent immobilier

Pour tous vos besoins en immobilier, contactez l'équipe de la famille.

DARREN DESROCHERS
204 297-0229

www.darrendesrochers.com

Brigitte, agente agréée

darrendesrochers@remax.net

AVOCATS-NOTAIRES

Alain J. Hogue
AVOCAT ET NOTAIRE
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:

- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

AIKINS
CABINET JURIDIQUE

J. Guy Joubert
Barbara M. Shields
John B. Martens

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON s.r.l.
Tél.: (204) 957-0050 aikins.com



Vous déménagez?

Si c'est le cas, veuillez nous en informer sans tarder afin de ne manquer aucun de nos articles.

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

TLR ÉTUDE TEFFAINE LABOSSIERE RICHER LAW GROUP

Avocats et notaires

Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière
Philippe Richer

247, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G6
Téléphone : 204 925-1900
Télécopieur : 204 925-1907
courriel : teflab@mymts.net

Cet espace est à votre disposition!

Informez-vous en composant le 204 237-4823

ABONNEZ-VOUS À

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

OPTIONS OFFERTES

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada
1 an	64,50 \$ □	69,85 \$ □
2 ans	107,35 \$ □	119,70 \$ □

Nom

Prénom

Adresse

Ville

Province

Code postal

Téléphone

Je choisis de payer par :

☐ Visa :

☐ MasterCard :

Expiration : _____

Expiration : _____

(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste :

(libeller votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de La Liberté)

C.P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105 Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS

I ACTUALITÉS I

MONUMENT GEORGES-FOREST

La chicane au banc des accusés

L'avocat du Conseil jeunesse provincial, M^e Christian Monnin, se prépare à défendre une plainte dans laquelle le président de l'organisme jeunesse, Justin Johnson est interpellé. Le plaignant : Marcien Ferland.


Wilgis
AGOSSA
presse3@la-liberte.mb.ca

Le président du Conseil jeunesse provincial (CJP), Justin Johnson fait face à une plainte devant la Cour du Banc de la Reine de Winnipeg. Sur le site Internet du ministère de la Justice du gouvernement du Manitoba (1), on peut lire que cette plainte, référencée sous le numéro CI15-01-93551 et enregistrée le 29 janvier 2015 implique Justin Johnson comme défendeur et le président sortant du comité du Monument Georges-Forest, Marcien Ferland comme plaignant.

Marcien Ferland aurait porté une plainte pour diffamation contre Justin Johnson à la suite de la publication de sa *Lettre ouverte aux signataires de la pétition de la statue Georges-Forest du Conseil jeunesse*

provincial publiée dans la rubrique *À vous la parole* du journal *La Liberté* du 3 au 9 décembre 2014. Cette lettre avait également été publiée sur le site Internet du CJP. Dans cet article de Justin Johnson, certains propos seraient faux selon la plainte formulée par Marcien Ferland.

Contacté par *La Liberté*, Marcien Ferland, à l'heure de passer sous presse, n'avait pas encore donné réponse à notre courriel. De son côté, Justin Johnson nous a renvoyé vers l'avocat du CJP. Ce dernier, Me Christian Monnin a confirmé qu'une plainte est en cours contre Justin Johnson et a déclaré : « nous allons vigoureusement défendre ».

Selon l'ancien directeur du Bureau de développement à l'Université de Saint-Boniface et spécialiste en collectes de fonds, David Dandeneau, la plainte qui intervient dans ce dossier du



Le président du Conseil jeunesse provincial, Justin Johnson doit se défendre d'une plainte pour diffamation portée par Marcien Ferland.



Le président sortant du comité du Monument Georges-Forest, Marcien Ferland lors de l'Assemblée générale annuelle du comité du Monument Georges-Forest le 8 décembre dernier.

Monument Georges-Forest n'est pas forcément une bonne nouvelle pour le processus de levée de fonds en cours dans le cadre de ce projet. « Malheureusement, toute controverse nuit au *marketing* et à la vente d'une campagne de levée de fonds », explique-t-il.

Mais, il ne faudrait pas voir le tableau en noir et blanc. David Dandeneau soutient que le projet a

l'avantage d'avoir déjà été officiellement enregistré. « Choses positives pour la levée de fonds de la statue Georges-Forest, le projet est incorporé et encore plus important, le projet a un numéro de charité du gouvernement fédéral, confie-t-il. Cela permet à des fondations de donner à ce projet. »

Malgré la plainte en cours, le projet doit aller de l'avant. C'est

d'ailleurs pour cela que David Dandeneau suggère qu'« un point de départ pour un projet de la levée de fonds communautaire comme celui-ci serait de réunir les gens de la communauté qui sont responsables pour ce dossier dans leur institution et qui ont l'expertise de développer un plan de levée de fonds ».

(1) www.jus.gov.mb.ca



YOUSSEF BEZZAHOU
VOTRE expert comptable

Pour un service personnalisé, efficace et de qualité.



Youssef Bezzahou C.G.A.
Comptable général agréé

420, rue Des Meurons, Unité 108
Winnipeg (Manitoba) R2H 2N9
Tél. : (204) 997-4580 • Tél. : (204) 894-1033 • Téléc. : (204) 417-1669
Courriel : info@bezzahou.com

Quelle mesure prenez-vous pour réduire la volatilité de votre portefeuille?

Laissez-nous travailler pour vous!

Robert Tétrault, B.A., J.D., MBA
Gestionnaire de portefeuille

Rob.Tetrault@nbc.ca
www.robteetrault.com
204.925.2282

« L'expert financier des Franco-Manitobains »



RT ROBERT TÉTRAULT
Groupe Financier

**FINANCIÈRE
BANQUE NATIONALE**
GESTION DE PATRIMOINE

FCPE
MEMBRE

Financière Banque Nationale est une filiale en propriété exclusive indirecte de la Banque Nationale du Canada qui est une société ouverte à la cote de la Bourse de Toronto (NA : TSX). Les informations contenues aux présentes proviennent de sources que nous jugeons fiables; toutefois nous n'offrons aucune garantie à l'égard de ces informations et elles pourraient s'avérer incomplètes.

Éditorial



par Jean-Pierre Dubé
jpduce@la-liberte.mb.ca @jeanpierre_dube

Chacun joue son rôle

« Temps gris, bruine verglaçante. Une journaliste de la SRC et un caméraman dans le stationnement. Petite entrevue. Charles Leblanc, William Caithness et moi sommes entrés dans le bureau de madame Glover. Elle n'était pas là. Nous avons remis la pétition à un réceptionniste qui a fait attention de bien noter nos noms. Il a signé un reçu. Poignées de mains. On est ressortis dans la bruine verglaçante. »

L'activiste Bertrand Nayet a ainsi commenté sur Facebook le dépôt, le 19 décembre, d'une pétition de 834 signatures contre la fermeture des bureaux de Service Canada à Saint-Boniface. Le moment transpire l'abandon dans un monde hostile et sombre.

Service Canada planifiait en douce depuis 2014 la fermeture du premier guichet unique du pays, rue Des Meurons, réunissant les services bilingues des trois ordres de gouvernements. *La Liberté* jetait un pavé dans la marre en dévoilant la manœuvre dans son édition du 5 novembre.

La députée de Saint-Boniface avait confirmé la nouvelle et défendu la décision avec conviction. Le gouvernement veille à offrir, selon elle « le meilleur rapport qualité-prix pour les contribuables ». Et hop les droits et symboles!

La réaction avait été vive, unanime et soutenue. Mais que pouvait-on espérer de Service Canada, un des pires délinquants en matière de langues officielles dans la mire du commissaire fédéral? Il est difficile pour une minorité provinciale d'embarrasser Ottawa. La Société franco-manitobaine a menacé de poursuivre.

Et puis retournement de veste sans pareil, le 5 février. Ce n'est pas Service Canada ni le ministre responsable Jason Kenney, mais Shelly Glover qui annonce le maintien du comptoir dans un courriel à la rédaction. C'est le moment des applaudissements.

Car l'autre bonne nouvelle, c'est que la ministre responsable des Langues officielles a défendu... les langues officielles. « J'ai partagé les préoccupations des membres de ma communauté avec le ministre responsable pour Service Canada afin d'assurer que des consultations exhaustives avec les communautés de langue officielle soient menées. »

On comprend qu'un tel revirement puisse se produire. L'élue conservatrice aurait-elle consulté dans son comté et ne serait plus assurée de battre le libéral Daniel Vandal lors des élections prévues cet automne? Le vote francophone est minoritaire dans Saint-Boniface, mais il compte.

L'important, c'est que la communauté ait trouvé une recette pour se défendre où chacun joue son rôle. Les ingrédients : les médias informent et dénoncent, le public écrit des lettres et les poètes font circuler des pétitions, la SFM exerce des pressions, l'opinion nationale est réveillée et la députée donne le coup de grâce. Le timing : une année d'élections.

N'a-t-on pas réussi en 2011 à sauver le bureau de poste du boulevard Provencher? Ce dénouement avait suivi une intervention musclée du député provincial et premier ministre Greg Selinger, quelques mois avant le scrutin fédéral de mai. Pendant un an, Shelly Glover avait répété qu'elle ne pouvait rien faire, que Postes Canada était indépendante. Comme Service Canada?

C'est un bon moment pour soumettre des idées. Faire de la politique, ce n'est peut-être pas réservé qu'aux politiciens.

TERRORISTES RELIGIEUX
DES TEMPS D'ATAN.

TERRORISTES RELIGIEUX
DES TEMPS PRÉSENTS.



À VOUS *la parole*

À vous la parole est une nouvelle rubrique sur notre site Web. Vous pouvez réagir aux lettres sur www.la-liberte.mb.ca.

Service Canada reste ouvert

Madame la rédactrice,

En tant que députée de Saint-Boniface et ministre responsable des Langues officielles, je reconnais l'importance sociale, culturelle et économique des communautés de langue officielle au Canada.

Cet automne, nous avons appris que Service Canada planifiait de fermer le Centre de services bilingues sur la rue

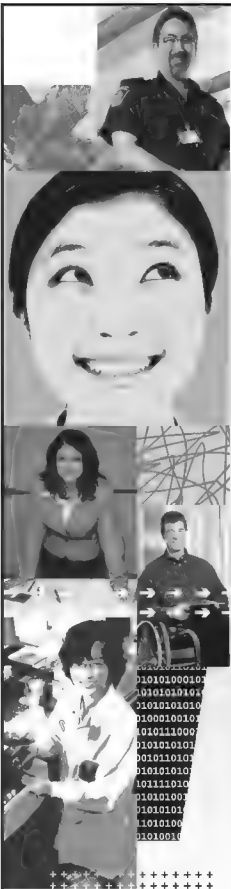
Des Meurons en raison d'une diminution de demande de service à cet endroit.

Même s'il était clair que cette fermeture n'aurait aucun effet sur les emplois dans la région, j'ai partagé les préoccupations des membres de ma communauté avec le ministre responsable pour Service Canada, afin d'assurer que des consultations exhaustives avec les communautés de langue officielle soient menées.

Après d'autres consultations par Service Canada, la décision a été prise de maintenir le centre de services bilingues sur Des Meurons ouvert, afin de servir notre communauté.

Je salue la décision de Service Canada d'offrir davantage de services bilingues dans notre communauté et j'encourage les résidents de Saint-Boniface, une des seules circonscriptions avec deux bureaux de Service Canada bilingues, d'utiliser cette importante ressource.

Shelly Glover
Ministre du Patrimoine canadien
et des Langues officielles
Députée de Saint Boniface
Le 5 février 2015



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton

<< Emploi >> sur le site manitoba.ca.

Ce que vous pouvez attendre de nos offres d'emploi :

- Toute une gamme de carrières intéressantes et stimulantes;
- Un salaire compétitif;
- Un remarquable ensemble d'avantages sociaux;
- Des possibilités d'apprentissage, de développement professionnel et d'avancement continuelles;
- L'occasion de construire une meilleure province pour toute la population manitobaine.

Accès ATS - 1 204 945-1437

Personnes. Mission. Progrès.

Manitoba

LANGUES OFFICIELLES

Service Canada : une victoire à savourer

Service Canada ne fermera pas son bureau à Saint-Boniface – un renversement qui fait le bonheur de la Société franco-manitobaine et de plus d’un francophone.



redaction@la-liberte.mb.ca

Le ministère de l’Emploi et du Développement social du Canada a décidé de maintenir les services bilingues fédéraux au comptoir de Service Canada situé au Centre de services bilingues du 614, rue Des Meurons à Saint-Boniface.

C’est, du moins, ce qu’a affirmé le 5 février la députée fédérale de Saint-Boniface, et ministre responsable des Langues officielles, Shelly Glover.

« Même s’il était clair que cette fermeture n’aurait aucun effet sur les emplois dans la région, j’ai partagé les préoccupations des membres de ma communauté avec le ministre responsable pour Service

Canada, afin d’assurer que des consultations exhaustives avec les communautés de langue officielle soient menées », a déclaré la ministre Glover par voie de lettre à la rédaction envoyée à *La Liberté*.

Le président de la Société franco-manitobaine (SFM), Mamadou Ka, estime qu’il s’agit d’une « excellente nouvelle ». « Nous ne voulions pas que ce comptoir fédéral ferme ses portes, point à la ligne, rappelle-t-il. On a obtenu ce que nous cherchions. Et tout probablement plus, car dans nos discussions avec les fonctionnaires de Service Canada, nous leur avons demandé que le bureau fédéral soit ouvert à trois jours semaine, au lieu de deux jours semaine. »

Au moment d’écrire ces lignes, la SFM comptait obtenir une confirmation d’un troisième jour de service de la part du fédéral.



De gauche à droite, Bertrand Nayet et Charles Leblanc, les deux initiateurs de la pétition pour garder Service Canada au 614, rue Des Meurons.

Pour Charles Leblanc et Bertrand Nayet, les francophones qui ont fait circuler, du 29 novembre au 19 décembre 2014, une pétition préconisant le maintien des services fédéraux de Service Canada à Saint-Boniface, il s’agit d’une victoire à savourer. « On ne s’est pas débattus pour rien, lance Charles Leblanc. Je suis très heureux. J’ose espérer que les quelque 830 signatures glanées ont eu un impact. Quand on attaque ainsi nos droits linguistiques, la meilleure manière de riposter est

d’organiser des pétitions et des manifestations. Plus on est nombreux, plus on est forts. »

« J’estime que notre pétition, les démarches en coulisse de la SFM et les lettres à la rédaction de *La Liberté* n’ont pas fait de mal, ajoute à son tour Bertrand Nayet. La leçon que je dégage, c’est qu’il ne faut jamais rien prendre pour acquis, de rester vigilant et attentif à ce qui se passe en matière de toute décision gouvernementale qui a un impact sur nos droits linguistiques. »

Le politologue Roger Turenne, quant à lui, estime que « les pétitionnaires ont démontré leur capacité d’embarrasser le gouvernement ». « Dans une année électorale, ça pèse lourd dans la balance, estime-t-il. Le fait de menacer les services fédéraux à Saint-Boniface, qui n’affectent en bout de ligne qu’une petite partie de la population canadienne, n’a pas fait reculer le fédéral. Mais plutôt, c’est que le comptoir bonificien est devenu symbolique de l’attitude du gouvernement envers les minorités. Les gens de la Saskatchewan, du Québec ou encore des Maritimes auraient pu conclure que le fédéral est hostile envers les communautés de langue officielle en situation

minoritaire. C’est ça qui a changé la donne.

« D’autant plus que Saint-Boniface est une circonscription en jeu, poursuit Roger Turenne. Il n’est pas coulé dans le béton que Mme Glover va remporter la victoire lors des prochaines élections. En fait, les libéraux ont un candidat de taille en la personne de Daniel Vandal. Alors le désir des conservateurs de bien paraître a également contribué à cette bonne nouvelle. Aurait-on eu la même nouvelle après des élections? Je n’en ai pas l’impression. Mais il faut tirer profit de la conjoncture politique actuelle. »

La sénatrice manitobaine, Maria Chaput, pour sa part, ne se soucie guère des motifs politiques qui ont conduit le fédéral à renoncer à son projet de fermer les bureaux de Service Canada. « Peu importe les raisons qui la sous-tendent, c’était LA décision à prendre, déclare-t-elle. Les francophones ont des droits linguistiques qui doivent être respectés. Ce n’est pas en obligeant les francophones à quitter leur quartier – quartier doté d’une riche histoire francophone – pour obtenir leurs services qu’on réussit à desservir les minorités linguistiques. »

PLANIFICATEUR FINANCIER AGRÉÉ

Guil Perreault BSc, CFP

PRÉVENIR LES CONFLITS ENTOURANT VOTRE CHALET FAMILIAL

Les incidences fiscales, frais d’homologation et le transfère à la prochaine génération. Avec avis professionnel et planification avancée, nous pouvons réduire certains problèmes fiscaux et successoriaux. Laissez-moi travailler pour vous et vous montrer comment vous y prendre.

Contact : (204) 944-0312, ext 24
Courriel : guil@fosteragency.ca

GRÂCE AU PUBLIPOSTAGE, CASEY’S A FAIT 8 % PLUS DE VENTES.

LE PUBLIPOSTAGE PLACE VOTRE MARQUE DIRECTEMENT DANS LES MAINS DE VOS CLIENTS.

Pour découvrir comment Casey’s et d’autres entreprises ont profité de l’effet publipostage, visitez postescanada.ca/dansleursmains

AVIS RELATIF À LA SÉCURITÉ SUR LES RIVIÈRES

Conditions de glace dangereuses

Pendant les activités de coupe et de bris de glace

Le gouvernement du Manitoba se prépare pour d'éventuelles inondations printanières créées par les embâcles.

À compter du 9 février environ, les machines à couper la glace vont commencer leur travail sur des sections de la rivière Rouge à partir de la région du lac Netley et elles vont se déplacer en amont vers Selkirk. Le 16 février, les broyeuses Amphibex entreranno en action à l'embouchure du ruisseau Netley.

Les conditions de glace dangereuses ne sont peut-être pas visibles mais elles existent.

Les pêcheurs sur glace, skieurs de fond, motoneigistes et autres personnes qui se rendent sur la rivière glacée doivent :

- être prudents sur la glace;
- se tenir à distance des machines pour couper et briser la glace;
- être attentifs aux panneaux de mise en garde au sujet des conditions de glace dangereuses;
- être attentifs aux avis d'enlèvement des abris de pêche et s'y conformer dans les plus brefs délais.



L'Alberta reviendra-t-elle dans le giron du bilinguisme officiel

par Antoine Leduc, LL.D.
Avocat, Prédisant de l'Association du Barreau canadien, Division du Québec

La Cour suprême du Canada décidera prochainement si l'Assemblée législative de l'Alberta a l'obligation constitutionnelle d'adopter et de publier ses lois à la fois en français et en anglais. Pour ce faire, elle sera appelée à interpréter les droits historiques d'un rameau souvent oublié de la famille francophone du Canada, soit les Métis de langue française de l'Ouest canadien.

En 1870, la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest – qui couvraient ensemble tout l'espace situé entre les Grands Lacs et les montagnes Rocheuses – ont été annexés au Canada. Dans l'affaire Caron, le plus haut tribunal du pays devra statuer si le régime de bilinguisme officiel qui existait dans ce vaste territoire avant son annexion a été constitutionnalisé et s'applique toujours en Alberta et, par ricochet, en Saskatchewan.

Quelle qu'elle soit, la décision de la Cour suprême enverra un message puissant sur sa conception de la fédération canadienne d'aujourd'hui et sur la place qu'occupe à ses yeux la dualité linguistique au rang des valeurs fondamentales définissant le Canada.

Peuple métis de l'Ouest canadien

À l'époque de la traite des fourrures, les Métis formaient la grande majorité de la population des Prairies et la plupart d'entre eux étaient francophones. D'ailleurs, le français y est demeuré la principale langue européenne de communication, jusqu'à l'entrée des Prairies au sein du Canada en 1870.

Les Métis bénéficiaient d'un régime de bilinguisme officiel bien établi. En effet, les autorités civiles dispensaient leurs services et publiaient leurs lois en français et en anglais et les tribunaux tenaient des procès dans chacune de ces langues.

Compromis historique au moment de l'entrée des Prairies dans le Canada

En 1869 et 1870, le gouvernement Macdonald-Cartier et le gouvernement provisoire de Louis Riel mènent des négociations pour définir les conditions d'entrée des Prairies au sein du Canada. Au moyen d'une proclamation royale lancée à la fin de 1869, les autorités fédérales promettent à la population des Prairies qu'elle pourra conserver son mode de vie et ses droits, y compris sur le plan de la langue et de la religion.

À l'issue des pourparlers en 1870, on conclut ce qui équivaut à un contrat social, fondé sur un modèle dualiste semblable à celui du Québec. Toutefois, en fin de parcours, on décide de créer une province relativement petite appelée Manitoba et d'annexer tout le reste de l'espace sous le nom de Territoires du Nord-Ouest.

Le Manitoba est constitué en province par la Loi de 1870 sur le Manitoba, laquelle comporte des garanties au sujet des éléments suivants : le bilinguisme des institutions publiques, les écoles confessionnelles, et l'octroi de terres aux enfants des Métis.

Pour leur part, les Territoires du Nord-Ouest demeurent sous la tutelle fédérale et aucun texte officiel ne précise immédiatement à leur égard les garanties découlant de ce contrat social.

Désaveu du compromis

De 1870 à 1890, avec l'arrivée d'un grand nombre d'Ontariens anglophones et d'immigrants de l'Europe de l'Est, de profonds changements démographiques s'opèrent dans la région des Prairies, les francophones et les Métis y devenant minoritaires.

À la fin du XIX^e siècle, la nouvelle élite anglophone et protestante n'accepte plus le régime de protection conféré à la minorité française et catholique. L'Ouest canadien est alors le théâtre d'un affrontement brutal entre deux visions diamétralement opposées du Canada, à savoir : d'une part, une vision bidimensionnelle selon laquelle le Canada constitue une fédération ancrée dans le pacte solennel conclu entre les deux peuples européens fondateurs; d'autre part, une vision unidimensionnelle selon laquelle nous vivons dans un pays où une seule nation, une seule langue et une seule culture sont reconnues officiellement et où les francophones sont considérés comme étant essentiellement sur le même pied que les autres groupes ethnolinguistiques.

La vision unidimensionnelle l'emporte et le contrat social de 1870 est rompu. Le modèle dualiste visant à protéger la minorité francophone de l'Ouest est alors répudié.

Rétablissement récent de divers aspects des garanties juridiques accordées en 1870

À partir des années 1960 et 1970, certaines injustices du passé ont été corrigées ou, à tout le moins, reconnues. Citons notamment l'arrêt Forest, par lequel la Cour suprême a redonné vie au bilinguisme parlementaire, législatif et judiciaire au Manitoba en 1979.

Il reste en ce moment un seul élément d'envergure du contrat social de 1870 à résoudre, soit celui du bilinguisme parlementaire, législatif et judiciaire en Alberta et en Saskatchewan. Il serait paradoxal qu'uniquement cet aspect particulier de la lutte menée par les groupes francophones et métis se solde par un résultat négatif pour eux.

Débat devant la Cour suprême

Les autorités fédérales étaient tenues de négocier de bonne foi, avec honnêteté, loyauté et intégrité. Leurs engagements solennels devraient donner naissance à des obligations juridiques contraignantes.

Selon la preuve historique, il semble invraisemblable que les parties aient recherché un résultat du tout ou rien, aux termes duquel seuls les habitants du Manitoba jouiraient de garanties linguistiques, contrairement à ceux des Territoires du Nord-Ouest.

L'honneur et la dignité des Métis, occupants autochtones du territoire, doivent être pris en compte dans toute solution à cette épineuse question.

Le rétablissement du bilinguisme officiel en Alberta contribuerait à favoriser l'atteinte d'un objectif constitutionnel reconnu par la jurisprudence, soit le développement et la vitalité des communautés francophones.

Il sera intéressant de voir si la Cour suprême choisira ou non d'honorer le contrat social de 1870. Comme le relevait Josée Boileau dans son éditorial du 3 août 2014 (Français hors Québec – Encore se battre), en matière de droits autochtones, le plus haut tribunal « a su dépasser une lecture littérale de la loi pour tenir compte des engagements de la Couronne britannique et donner ainsi prise aux demandes des premiers habitants du territoire canadien ». Nous verrons si cette approche prévaudra dorénavant en matière de droits linguistiques des francophones à l'extérieur du Québec.



Chez Talbot et associés, notre équipe constituée de professionnels compétents et qualifiés sont à l'écoute de vos besoins de comptabilité.



De fournir à nos clients la tranquillité d'esprit, que les membres de notre équipe aient l'opportunité de réaliser leurs rêves tout en s'amusant.

- Jean-Guy Talbot, c.g.a
- Joelle Régnier, c.g.a
- Justin Chaput, B. Comm. (Hons.), c.g.a
- Daniel Piché, B. Comm. (Hons.), c.g.a, CPA(NH)
- Pierre Normandeau, H. B. Com., c.g.a
- Mathew Rackham, B. Comm. (Hons.), c.g.a
- Julien Grenier, B. Comm. (Hons.), c.g.a
- Brittany Bock, B. Comm. (Hons.), c.g.a

3553 Pembina Hwy. | Winnipeg (Manitoba) | R3V 1A5
Tél. : 204 269-7460 | Téléc. : 204 269-7096
C.P. 391 | Notre-Dame-de-Lourdes (Manitoba) | R0G 1M0
Tél. : 204 248-2557
talbot@talbotcga.ca | www.talbotcga.ca

■ CAFÉ CITOYEN

Vivre sa foi, en français

Pendant que certains s'intéressent à l'éducation, la politique et autres aspects de la francophonie manitobaine, d'autres réfléchissent à l'importance de vivre leur foi, en français. Un café citoyen a eu lieu à cet effet le 2 février à l'Université de Saint-Boniface.

Wilgis AGOSSA

presse3@la-liberte.mb.ca

La foi en français, c'est l'angle du café citoyen qui a eu lieu le 2 février dernier à l'Université de Saint-Boniface (USB). Une douzaine de personnes, essentiellement des jeunes, ont pris part à cette rencontre organisée par le Service d'animation spirituelle de l'USB.

Dans une ambiance conviviale, les participants ont posé sur la table leurs préoccupations qui tournent autour de l'importance, pour eux, de vivre leur foi tout en véhiculant leur culture francophone. D'entrée de jeu, l'organisateur et animateur de la soirée, Jacques de Moissac a précisé qu'il ne s'agissait pas d'« une discussion à propos de comment nourrir notre foi mais vraiment c'est la question du français qui est importante ». Une question qui d'ailleurs est au cœur des États généraux (ÉG) de la francophonie manitobaine.

l'un des participants, l'abbé Robert Campeau. « C'est surtout la musique en français, la musique de Robert Lebel qui m'a aidée à avoir un attachement avec la langue française », partage Sœur Norma McDonald. Et à une autre participante, Bénita Mboma Nkata, d'ajouter : « Je sais que Dieu, il écoute toutes les langues mais c'est en français qu'on s'entend bien ».

Jacques de Moissac rappelle par ailleurs que cet enjeu du français dans la pratique de la foi est aussi important pour différentes personnes au sein de la francophonie qui sont issues d'autres confessions religieuses. C'est justement pour cela que se sont retrouvées autour de la table, différentes confessions religieuses, essentiellement des catholiques et des musulmans. « Ma foi, quand elle est traduite de la langue arabe à la langue française, ça perd un peu de sens, lance un participant, Abdelwahab Kehila. Quand elle est encore traduite en anglais, ça perd encore plus de sens. »



L'animateur de la soirée, Jacques de Moissac souligne l'importance, pour lui, de vivre sa foi en français.



Participant à la rencontre, Serge Nguema souligne qu'il vit mieux une célébration quand elle est en français.



« C'est en français qu'on s'entend bien », assure la participante, Bénita Mboma Nkata qui parlait ainsi de sa relation de prière avec Dieu.



À gauche, Aziz Ould Moine, et à droite Abdelwahab Kehila qui note l'avantage de pouvoir pratiquer sa religion dans la langue de son choix.

Serge Nguema. Mais une fois que je suis arrivé à Saint-Boniface et que j'ai eu la première rencontre avec quelqu'un qui parlait français, je me suis dit, me revoilà sur terre. »

Certains participants ont admis moins s'intéresser à une célébration ou à un moment de prière quand le message ne leur est pas adressé en français. « C'est facile de déconnecter », assure Bénita Mboma Nkata. « Si je ne suis pas convaincu de ce que l'autre me dit, ça ne va pas me toucher », affirme Serge Nguema.

Plus de choix en français

Au sortir de cette rencontre qui aura duré plus de deux heures, les participants ont formulé le vœu d'avoir plus de choix d'activités en français dans la pratique de leur foi. Autres que les activités, la présence de chants et musiques véhiculant des messages de foi en français est souhaitée. « Que la francophonie s'étende, ce sera une bonne chose », assure Serge Nguema.

De son côté, l'abbé Campeau souhaite que « l'enseignement de la religion soit à nouveau dans les

écoles », surtout qu'il puisse y avoir ce choix. D'autres comme Maryse Chartier rêvent qu'en 2035, « ce soit normal de vivre une partie ou toute sa vie en français. »

À noter que, pour que ce café citoyen puisse être comptabilisé, les organisateurs devaient avoir au cœur de leur thématique, les quatre questions clés des ÉG. Celles-ci ont été adaptées mais « approuvées par le comité directeur des États généraux », informe Jacques de Moissac qui souhaite que les rencontres qui ont lieu dans le cadre des cafés citoyens permettent d'enrichir la francophonie manitobaine sous toutes ses formes.

La foi en français, pourquoi?

Pourquoi est-il si important de vivre sa foi en français? À cette question, Jacques de Moissac répond sans hésitation aucune. « La foi, c'est un enjeu vraiment important dans la fondation du français au Manitoba, lance-t-il en rappelant le rôle de l'Église catholique dans différents domaines dans la province tels que l'éducation et la santé.

« Ma foi, si je commence à la vivre en français, ce n'est pas pareil pour moi », poursuit-il. « Ma foi s'exprime en français », renchérit

Comprendre, mieux vivre

Selon la plupart des participants, la compréhension du message de foi est le secret de la participation active à une célébration ou à une prière. Surtout pour les nouveaux arrivants, même après avoir passé les barrières linguistiques de l'anglais, le message est toujours plus perceptible dans la langue à laquelle on est le plus habitué. « Quand je suis arrivé au Canada, je me disais que c'était l'anglais qui dominerait et tout le trajet depuis Toronto, on parlait anglais et je me sentais perdu, confie un participant,



**WORLD TRADE CENTRE®
WINNIPEG**

Bienvenue à l'InfoCentre d'affaires*
*Renseignements pour lancer,
développer et accroître vos affaires!*

Avec le soutien de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada **Canada**

wtcwinnipeg.com/BIC

1-800-665-2019

*Membre du Réseau Entreprises Canada

SAINT-BONIFACE

Bientôt des jeunes dans la caserne?

En veilleuse depuis trois ans, le projet de convertir l'ancienne caserne de pompiers de la rue Dumoulin en auberge de jeunesse pourrait voir le jour en 2017.

Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

Boniface, située au 212, rue Dumoulin, en auberge de jeunesse.

« Nous devrions obtenir le feu vert pour le développement du site à la fin de mars, explique le directeur général d'Entreprises Riel, Normand Gousseau. Entre-temps, nous discutons avec le comité de la Planification et du Développement des Propriétés de la Ville, que nous

Entreprises Riel compte conclure au printemps ses pourparlers avec la Ville de Winnipeg afin de réaliser son projet de transformer l'ancienne caserne de pompiers numéro 1 de Saint-



Normand Gousseau, devant l'ancien camion de pompiers, qui est rangé à l'ancienne caserne de pompiers de Saint-Boniface, construite en 1907.

avons rencontré le 3 février dernier,

pour clarifier plusieurs détails importants du projet. Les fonctionnaires municipaux nous ont indiqué qu'Entreprises Riel aurait la responsabilité de voir à la subdivision du terrain sur lequel se trouve la caserne. Ce terrain comprend l'ancien Hôtel de Ville de Saint-Boniface, l'ancien poste de police et, bien entendu l'ancienne caserne. De plus, on nous demande de nous occuper de la ruelle qui passe derrière la caserne. À notre avis, il incombe à la Ville de régler de tels détails. »

Une fois l'entente approuvée par le comité de la Planification et du Développement des Propriétés, ainsi que le Conseil municipal, Entreprises Riel aura neuf mois pour élaborer un plan détaillé des travaux à réaliser. « Si tout va bien, nous pourrions entamer les travaux dès 2016 et les terminer au printemps 2017, soutient Normand Gousseau. Notre but est de rénover les locaux tout en respectant le fait que l'édifice a servi de caserne de

pompiers. Nous conserverons donc les photos, les artéfacts et l'équipement dont se servaient les pompiers, y compris un ancien camion. Le tout pour créer une ambiance unique et attrayante. »

Quant au nombre de chambres dans la nouvelle auberge de jeunesse, cela reste à déterminer. « Tout dépendra du financement que nous pourrions obtenir, indique Normand Gousseau. Si nous réaménageons la structure existante, le projet pourrait se chiffrer à 2 millions \$. Un des grands défis sera de composer avec l'amiante qui se trouve dans l'édifice. Si, par contre, nous ajoutons une nouvelle aile, pour créer plus de chambres, les coûts pourraient atteindre les 8 millions \$. C'est une décision qu'il faudra prendre avec l'Association canadienne des auberges de jeunesse (Canadian Hostelling Association), qui assumera les frais de construction ainsi que la gestion du site une fois les travaux de construction terminés. »

PUBLI-REPORTAGE

L'hiver au Manitoba : reprendre plaisir à jouer dehors

Par Melissa Skrabek-Senecal, conseillère en activité physique, Centre de santé Saint-Boniface

Autant l'avouer, il peut faire drôlement froid l'hiver au Manitoba. Lorsque les températures chutent, il peut être tentant pour des enfants de rester à l'intérieur, à écouter la télé, à jouer à des jeux vidéo ou à pitonner sur un gadget électronique. Conséquences? Environ 95 % des enfants ne font pas suffisamment d'exercice par cette belle saison. Et en restant inactifs, ces jeunes ne profitent pas des joies de l'hiver. Pourtant, c'est une saison qui a tellement à offrir!

Comment faire pour s'assurer que nos enfants restent actifs tout en profitant de la neige, ce terrain de jeu tout à fait unique? Tout d'abord, avant qu'ils franchissent le seuil de la porte, il faut les habiller convenablement : plusieurs épaisseurs de vêtements, des mitaines plutôt que des gants et une tuque au lieu du cache-oreilles. Ajoutez le foulard ou le cache-cou et une paire de bottes d'hiver de qualité, un investissement qui peut faire toute la différence pour un enfant. Il devient tellement plus agréable de sortir, une fois emmitoufflé!

Deuxièmement, variez les activités et soyez créatifs. Pourquoi ne pas sortir les patins, les raquettes ou les

skis de fond? Ou construire un fort ou un bonhomme de neige dans la cour arrière? Enfilez de vieux vêtements par-dessus vos vêtements chauds et faites de la peinture sur neige avec des vaporisateurs, des éponges ou de la gouache. La neige est un merveilleux canevas pour les artistes. Profitez des destinations formidables pour les familles comme La Fourche, le zoo du parc Assiniboine et le Centre Fort Whyte, sans oublier les parcs et les patinoires communautaires.

Enfin, il est important de donner l'exemple. Lorsqu'il est temps de déblayer l'entrée, faites-le avec vos enfants, en leur donnant des pelles de plastique s'il le faut. Ce peut être une excellente leçon que de voir ce que l'on peut accomplir ensemble. Essayez aussi de prévoir du temps libre après l'école où les enfants peuvent sortir dehors s'amuser. Le jeu non structuré! Il n'en tient qu'à vous pour qu'il fasse partie de vos habitudes. Vos enfants en garderont de précieux souvenirs!

Melissa est thérapeute du sport agréée et kinésiologue, et travaille comme conseillère en activité physique au Centre de santé.



www.centredesante.mb.ca

VOUS AVEZ DES ÉVÈNEMENTS À SIGNALER DANS LES RÉGIONS SUIVANTES?

Letellier
Notre-Dame-de-Lourdes
Ritchot
Saint-Claude
Saint-Jean-Baptiste
Saint-Joseph
Saint-Laurent
Saint-Léon
Saint-Lupicin
Somerset

N'hésitez pas à contacter

Daniel Bahaud

204 237-4823

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

RESTAURANT CHEZ SOPHIE

La fin d'une époque

Alors que le restaurant Chez Sophie sur le pont a fermé ses portes, la question qui se pose est de savoir ce qui n'a pas marché.

Wilgis AGOSSA

presse3@la-liberte.mb.ca

«C'est avec grand regret que nous devons annoncer la fermeture de Chez Sophie sur le pont Ltée en date de ce jour.» C'est par quelques lignes postées sur la page Facebook de leur restaurant le 2 février que les copropriétaires, Sophie et Stéphane Wild ont annoncé la fermeture des portes de leur restaurant situé sur l'Esplanade Riel. Cette décision a pris effet de façon immédiate.

Cette nouvelle a pris la communauté par surprise et en a

attristé plusieurs. «J'ai été très triste d'entendre cette nouvelle, confie le conseiller municipal de Saint-Boniface, Mathieu Allard. Je sais qu'ils se sont mis corps et âme pour ce projet.» Pour sa part, le directeur général d'Entreprises Riel, Normand Gousseau trouve ça «très décevant qu'ils n'aient pas pu réussir». La déception se fait aussi ressentir à travers les commentaires qui ont suivi le message de fermeture dans les médias sociaux.

Jointes par courriel, les copropriétaires n'ont pas voulu commenter les raisons qui ont motivé leur décision. Mais, en lisant le message posté sur la page



Les copropriétaires du restaurant Chez Sophie sur le pont, Stéphane et Sophie Wild ont mis la clé sous la porte.

Facebook, on comprend aisément que les raisons financières sont au cœur de cette décision. «Au cours de nos deux années d'opération, il nous est devenu évident que les

revenus plutôt saisonniers n'étaient pas suffisants pour satisfaire les dépenses extraordinaires relatives à un restaurant sur ce pont», peut-on y lire.

Qu'est-ce qui n'a pas marché?

Avec la fermeture de Chez Sophie sur le pont, «ce sont deux restaurants qui n'ont pas réussi à cet endroit», fait remarquer Mathieu Allard. Car en effet, le premier, Salisbury House n'avait pas non plus eu beaucoup de succès. Normand Gousseau pour sa part pense que la Ville devrait tirer des leçons de ces deux expériences qui n'ont pas été concluantes. «La Ville doit reconnaître que l'Esplanade Riel, c'est un lieu public et ça devrait être traité comme tel, explique-t-il. On devrait le traiter comme un parc municipal. On ne charge pas de taxes pour un parc.»

Car selon le conseiller en finances et en affaires au Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), Joel Lemoine, les taxes et l'entretien de cette bâtisse représentent une grosse charge pour un restaurant. «Les impôts, je crois que ça a augmenté durant les dernières quelques années. Quant au chauffage, surtout au cours des mois d'hiver, c'est exorbitant. Ce n'est pas évident de défrayer ces coûts durant l'hiver.»

En effet, dans une entrevue accordée à *La Liberté* en janvier 2014, Stéphane et Sophie Wild avaient relevé les coûts élevés liés au chauffage. «Par mois, c'est environ 4 000 \$ pour l'électricité», avait noté Sophie Wild.

Et pourtant, en hiver, très peu de personnes se hasardent à traverser le pont. «Ils ont eu le courage de lancer ce restaurant sur le pont, assure Normand Gousseau. Ce n'était pas évident.» Par ailleurs, l'accessibilité du stationnement est également un des défis pour ceux qui doivent se rendre dans ce restaurant. «Surtout en hiver», renchérit Mathieu Allard.

Quelles options?

En attendant que la Ville se prononce sur la question, plusieurs personnes proposent des idées pour cet emplacement. Alors que le président directeur général des restaurants Salisbury House, Earl Barish braque à nouveau son regard sur le pont, Mathieu Allard souhaite qu'on prenne le temps de «trouver la meilleure option».

«C'est vraiment un beau site avec beaucoup de potentiel, assure-t-il. Un site très particulier avec des opportunités et des défis.» «Il faut peut-être penser à un restaurant saisonnier ou autre chose, mais chose certaine, il y a des frais qui devraient être ajustés, pense Normand Gousseau. Cette structure est désormais une icône surtout avec le Musée canadien pour les droits de la personne et on ne devrait pas la laisser vide.»

Alors que la communauté digérait encore la nouvelle de la fermeture de ce restaurant, les copropriétaires ont également confirmé la fermeture de leur bistro, avenue de la Cathédrale à Saint-Boniface. Cet emplacement avait été mis en vente il y a quelques mois.

ÉTATS GÉNÉRAUX de la francophonie manitobaine 2015

J'AI LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE À CŒUR.

JE PARTICIPE AUX ÉTATS GÉNÉRAUX!

Les derniers États généraux remontent à 1987-1988. Ils ont permis de mettre sur pied des infrastructures très importantes pour la survie de la francophonie manitobaine, par exemple, la DSFM, le CDEM et Santé en français.

Mais la communauté francophone a beaucoup changé depuis.

Les défis auxquels nous faisons face aussi.

Il nous faut donc un nouveau plan d'action!

C'est ça le but des États généraux 2015!



CAFÉ CITOYEN

En participant à un **Café Citoyen** et en répondant aux 4 questions qui y sont posées, vous aidez à réaliser un nouveau plan d'action qui assurera l'épanouissement continu de la francophonie manitobaine au cours des prochaines décennies.

Vous pouvez répondre à ces questions seul(e), en ligne, en organisant une rencontre informelle entre amis ou collègues (**Café Citoyen**) ou encore, en participant à un **Café Citoyen** organisé par un organisme ou d'autres personnes qui ont la francophonie à cœur.

Vous n'êtes pas certains comment vous y prendre? On est là pour vous aider.

latuparles.com

ou contactez Myriam au 204 233-4915

